2022-2023 Rapport Annuel

Canadian Beef Check-Off Agency

Table des Matières

2 Message du président

4 Message de la directrice générale

8 Conseil d'administration de l'Agence 2022-23

10 Aperçu du marché et de l'industrie

16 Développement et promotion des marchés

20 Recherche

24 Mobilisation du public et des intervenants

28 Investissements provinciaux

42 États financiers

Préface

Le prélèvement canadien sur les bovins de boucherie est géré et administré par l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie, qui agit à titre d'Agence canadienne de prélèvement sur le bœuf (l'Agence).

Le prélèvement national sur les bovins de boucherie est un prélèvement obligatoire perçu sur les ventes de bovins partout au Canada pour financer les activités de recherche et de commercialisation au nom de l'ensemble de l'industrie. Il est perçu auprès des producteurs de bovins par les organismes provinciaux lorsqu'ils commercialisent leurs bovins, au moyen de leurs systèmes de collecte existants qui font appel aux marchés aux enchères, aux acheteurs de commandes, aux inspecteurs de marque et à d'autres personnes qui s'occupent de la vente de bovins.

L'objectif du prélèvement national sur les bovins de boucherie est double : accroître les ventes intérieures et d'exportation de bœuf et veau, et trouver de meilleures méthodes de production du bœuf et de bovins de boucherie. Le prélèvement national sur les bovins de boucherie est une source essentielle de revenus pour financer des initiatives qui font progresser l'industrie et créent des marchés solides pour les bovins et le bœuf canadiens.

En collaborant avec des fournisseurs de services, l'Agence s'assure que les fonds prélevés sont investis dans des programmes de recherche, de développement des marchés et de promotion qui offrent une valeur mesurable aux producteurs canadiens.

L'Agence perçoit également une redevance à l'importation sur les bovins, le bœuf et les produits du bœuf. Les recettes provenant des redevances à l'importation sont investies dans des programmes de bœuf générique qui ne portent pas la marque du bœuf canadien, comme les compétences culinaires et la santé et le bien-être.

Le présent rapport annuel 2022-23 de l'Agence présente un résumé des programmes et des résultats des activités financées par le prélèvement national sur les bovins de boucherie entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023.

Message du président

Jeff Smith
producteur de bœuf, Alberta

Il y a un an aujourd'hui, on m'a confié les rênes de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf, pour présider et diriger l'organisation vers les objectifs que nos intervenants ont fixés. Je suis fier de ce que nous avons accompli au cours de la dernière année et de la direction vers laquelle nous avons continué de guider l'Agence.

Nous sommes maintenant pleinement engagés dans la reprise post-pandémique. Notre conseil d'administration se réunit de nouveau en personne quelques fois par année, et nous avons été en mesure de recommencer à serrer la main de nos intervenants sur leur territoire lors des AGAs provinciales, des assemblées nationales et quelques autres événements en cours de route. Cela nous a vraiment permis de nous attaquer à ce qui est important pour nos intervenants et de comprendre les défis uniques auxquels chaque région est confrontée partout au pays.

Au cours des dernières années, les organisations de notre industrie ont consacré beaucoup de temps à la planification de la relève et à l'engagement des jeunes. Bien qu'elles ne soient pas toujours identiques, ils présentent souvent des similitudes et des recoupements. Ici, à l'Agence, nous ne sommes pas différents. Nous savons qu'il est important de former de solides leaders pour notre organisation et notre industrie, et nous avons continué le perfectionnement de nos membres pour qu'ils occupent de futurs postes de direction. Nous sommes à mi-chemin du mandat de deux ans de notre toute première jeune membre, Julie Mortenson, et sa présence à la table du conseil a été un plaisir absolu. Le fait d'avoir le point de vue unique de quelqu'un qui connaissait relativement peu notre organisation, et d'avoir Julie qui se penche vraiment sur ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons, a été très précieux pour l'Agence.

Dans ce même ordre d'idée, je m'en voudrais de ne pas parler du précieux partenariat que nous entretenons avec le Conseil des produits agricoles du Canada. Notre conseil d'administration a été honoré d'avoir été invité à la célébration du 50e anniversaire du Conseil à Ottawa l'an dernier, où nous avons pu rencontrer les membres du Conseil eux-mêmes, les agences nationales de commercialisation et la seule autre agence de promotion et de recherche, nos amis du secteur du porc. Il est toujours agréable d'en apprendre davantage sur ce que nous avons en commun avec d'autres groupes, et aussi à quel point nos différences peuvent être vastes.

Nous administrons les redevances à l'importation du porc depuis un peu plus d'un an maintenant, et nous sommes heureux de la façon dont se déroule notre partenariat. Grâce à l'infrastructure créée pour la collecte des importations de bœuf, nous avons pu offrir nos services à un excellent partenaire de l'industrie, l'Office canadien de promotion et de

Lors de ma première année en tant que président, ça a été un plaisir de travailler au nom de nos intervenants, et j'ai hâte de voir progresser le travail que nous avons commencé en 2022-2023. »

recherche pour le porc (OCPRP). L'OCPRP et l'Agence ont été en mesure de partager un grand nombre de leçons apprises par chacune d'entre elles, et je crois que de travailler ensemble dans des domaines comme celui-ci renforce les deux organisations à long terme.

Comme toujours, un important domaine est l'administration du prélèvement sur le bœuf et s'assurer à ce qu'il soit géré avec prudence et transparence. À cette fin, nous sommes ravis d'avoir accueilli Brad McCallum au sein de l'équipe de l'Agence à titre d'employé à temps plein, qui dirige les secteurs prioritaires de l'Agence concernant la conformité et l'éducation. Nous sommes ravis d'élargir ce secteur de notre organisation, ce qui nous permettra de renforcer la conformité, de produire des rapports plus efficaces et simplifiés et de renforcer notre engagement envers notre cadre de réglementation.

Une autre chose que j'aimerais souligner au sujet de cette dernière année, c'est le travail que l'Agence continue de faire pour maintenir nos coûts d'administration à un niveau acceptable pour nos intervenants. Nous avons travaillé fort pour devenir plus efficaces pendant la pandémie et nous avons continué de maintenir un coût d'administration à 4,5 % du budget. Nous nous efforçons de faire plus avec moins et de trouver des façons novatrices de relever les défis. Cela signifie qu'une plus grande partie des prélèvements servira à la recherche, au développement des marchés et à la promotion au nom des producteurs de bœuf et de veau du Canada à l'avenir.

Nos fournisseurs de services à Bœuf Canada, le Conseil de recherches sur les bovins de boucherie (CRBB) et Mobilisation du public et des intervenants (MPI) continuent de faire de l'excellent travail au nom de l'industrie. Bœuf Canada a rénové le Centre d'excellence du bœuf canadien (CEBC) pour répondre aux besoins changeants des consommateurs et des partenaires depuis la pandémie. Le CRBB a investi dans la recherche de pointe de l'industrie sur la relation entre les aires de repos de transport et la grippe bovine. L'équipe de la MPI a continué de démontrer une grande valeur dans la mobilisation du public par un appel aux Canadiens avec une campagne appelée « Get Both Sides » axée sur les avantages environnementaux de la production de bœuf destinée aux femmes de la génération du millénaire.

J'aimerais également prendre un moment pour saluer le personnel de l'Agence. L'équipe continue de faire de l'excellent travail pour notre industrie et de soutenir les membres de l'Agence dans tout ce dont nous avons besoin pour être des leaders hors-pair. Ils nous facilitent vraiment la tâche, et nous savons que tout ce qu'ils font pour notre conseil et dans leur travail quotidien est avec l'intérêt de nos intervenants à l'esprit.

Lors de ma première année en tant que président, ça a été un plaisir de travailler au nom de nos intervenants, et j'ai hâte de voir progresser le travail que nous avons commencé en 2022-2023. Je suis convaincu que vous continuerez de voir de grandes choses de la part de l'Agence, et nous continuerons de faire ce qui est bon pour l'industrie du bœuf et du veau au Canada.

À la prochaine,

Jeff Smith
Président

Message de la directrice générale

Melinda German

En 2022-2023, les recettes provenant du Prélèvement national sur les bovins de boucherie ont totalisé 18 299 587 $ sur les bovins commercialisés, déduction faite de la partie provinciale de la redevance fédérale.

La redevance à l'importation sur les bovins de boucherie, le bœuf et les produits du bœuf importés au Canada a été perçu au taux équivalent à 1 $ par tête, pour un total de 1 185 219 $. Ces fonds, déduction faite des frais d'administration, sont affectés à la commercialisation générique du bœuf et veau sans marque, comme le marketing nutritionnel, l'élaboration de recettes et l'éducation culinaire. 812 178 $ ont été dépensés pour l'administration de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf et le conseil d'administration, ce qui était inférieur de 104 822 $ au budget.

Administration

Le budget de l'Agence à appuyé les opérations et le conseil d'administration, ainsi que les quatre objectifs stratégiques de l'Agence :

- Gouvernance et administration saines
- Rapports structurés et conformité
- Intervenants éduqués et engagés
- Communications stratégiques et collaboration

Gouvernance et administration saines

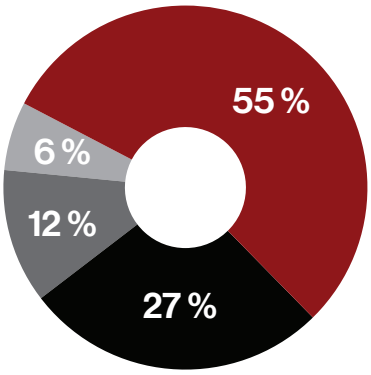
Cette année, l'Agence a terminé un examen quinquennal de la gouvernance et de la structure opérationnelle du Comité du marketing, et la plupart des travaux ont été achevés en 2022-2023. L'examen visait à s'assurer que l'Agence et le Comité du marketing étaient en mesure de fonctionner efficacement tant sur le plan de la gouvernance que des opérations, et d'offrir le service de haute qualité auquel les intervenants s'attendent. L'examen n'a pas relevé de défis majeurs à la gouvernance ou à la structure opérationnelle, mais a permis de cerner des occasions de mieux soutenir les membres du Comité de marketing dans leur rôle. Le Comité a élaboré un plan pour relever les défis liés à l'intégration, à l'orientation et à la clarté des rôles et responsabilités du Comité.

L'Agence continue de mettre l'accent sur le renforcement des compétences des membres de l'Agence afin de se préparer aux futurs rôles de leadership. Un ensemble de ressources de recrutement a été élaboré pour veiller à ce que les membres potentiels et les nouveaux membres

ALLOCATION DES REVENUS (%)

Le total des fonds du prélèvement perçu sur les commercialisations de bovins a été réparti comme suit :

- le développement et la promotion des marchés
- la recherche
- retenus par les associations provinciales de bovins pour la commercialisation et la recherche régionales
- la mobilisation du public et des intervenants



puissent comprendre le rôle, les exigences et les responsabilités très tôt. Les outils, ainsi que l'engagement des membres de l'Agence, continuent d'attirer et de retenir des membres engagés.

Une année complète d'administration de la redevance sur les importations de porc s'est avérée être un partenariat bénéfique pour les agences de promotion et de recherche du porc et du bœuf, qui s'appuie sur l'infrastructure et les processus existants que l'Agence utilise pour la redevance sur les importations de bœuf. Les liens étroits établis grâce à la gestion de la collecte ont permis d'augmenter le taux de conformité pour les redevances sur le porc |et le bœuf.

Les coûts administratifs de l'Agence étaient plus élevés l'an dernier comparativement aux dernières années où l'agence fonctionnait lors des fermetures et des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19. Pour renouer avec les intervenants de partout au pays, les représentants de l'Agence ont commencé à se rendre aux AGAs et aux réunions et se sont réunis en personne en tant que conseil d'administration complet lors de l'AGA du mois d'août, pour la première fois depuis le début de la pandémie. L'Agence continue de mettre l'accent sur l'administration efficace et continuera de recourir aux réunions et aux occasions de travail à distance lorsqu'il est logique de le faire. L'Agence a également choisi de tenir une réunion d'automne du conseil d'administration à Ottawa dans le cadre des célébrations du 50e anniversaire du Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC), en s'appuyant sur les solides relations entre les deux organisations.

Rapports structurés et conformitée

L'an dernier, les inspecteurs nommés par l'Agence ont effectué de multiples vérifications sur le terrain et auprès d'associations provinciales. Un programme d'inspection contractuel avec Veal Farmers of Ontario (VFO) a montré de la valeur tant pour le VFO que pour l'Agence, avec une stratégie « éducation d'abord ». Des inspections sur le terrain au Manitoba, en Colombie-Britannique, en Ontario et en Saskatchewan ont permis d'identifier plus de 360 000 $ en prélèvements non remis. De plus, trois vérifications d'associations provinciales de bovins ont été effectuées, où des gains d'efficience et des corrections d'erreurs ont été apportés. De nouvelles activités de soutien et de formation du personnel ont également eu lieu en Alberta et à l'Île-du-Prince-Édouard pour aider les nouveaux employés à se familiariser avec les processus et les exigences en matière de perception et de remise des prélèvements.

Les exigences en matière de rapports pour les fournisseurs de services, en particulier pour les provinces qui allouent des fonds aux investissements provinciaux, continuent d'être une priorité pour accroître l'efficacité et le contenu des rapports. Les intervenants continuent de rechercher des rapports transparents de l'Agence dans ces domaines, afin de mettre en évidence les résultats que génèrent les fonds provenant de projets, de programmes et de stratégies novateurs.

Intervenants engagés et éduqués

L'Agence a continué à élaborer des fiches d'évaluation annuelle pour dix associations provinciales et I.E. Canada, qui mettent l'accent sur les comparaisons de revenus d'une année à l'autre, la répartition des investissements des prélèvements et des redevances à l'importation, et une vision simplifiée de la façon dont les commercialisations et les importations évoluent tout au long de l'année et à travers le pays. Ces fiches d'évaluation fournissent des informations précieuses aux associations pour les aider à établir leur budget et à identifier les dérapages ou les erreurs de perception.

L'année dernière a été une année de croissance extraordinaire pour la stratégie de mobilisation des jeunes de l'Agence. L'Agence a travaillé directement avec le Conseil canadien des jeunes de l'industrie bovine pour recevoir la nomination d'un jeune membre et a accueilli Julie Mortenson au conseil en août. Julie demeure un membre actif et engagé de l'Agence, travaillant en étroite collaboration avec son mentor de l'Agence, Chad Ross, afin de mieux comprendre la gouvernance de l'Agence, le cadre de réglementation et la prise de décisions éclairées au nom de l'industrie canadienne du bœuf. Le premier programme de bourses de l'Agence a également été élaboré dans le cadre de la stratégie pour la jeunesse, et le tout premier lauréat sera annoncé à la prochaine AGA de l'Agence en août 2023.

Communication stratégique et collaboration

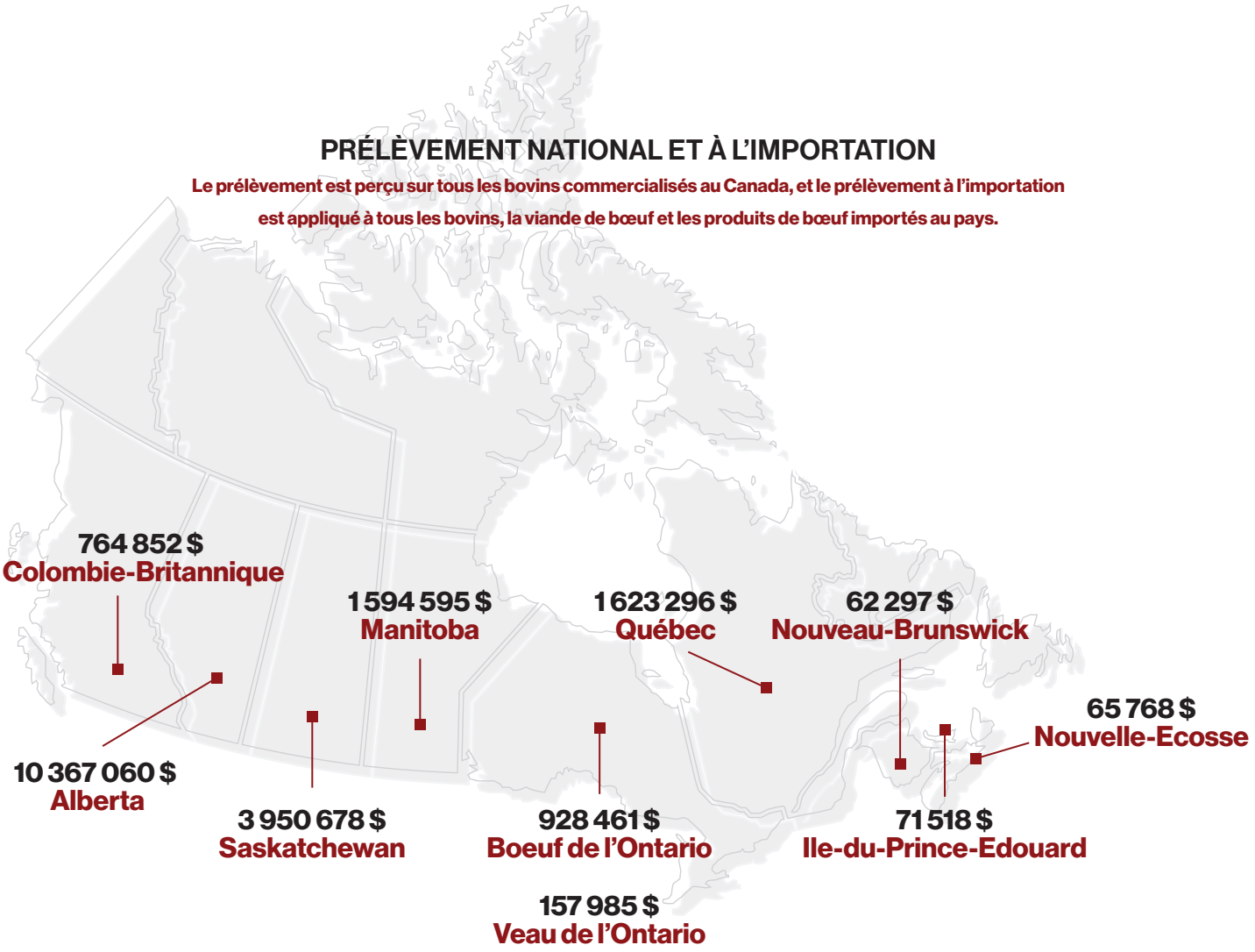
L'Agence continue d'être une source de référence pour les données sur la commercialisation des bovins au Canada. Avec l'un des ensembles de données les plus exactes pour le nombre de commercialisations au pays, l'Agence a trouvé des occasions de travailler avec des groupes d'intervenants et de grandes organisations de l'industrie pour aider à créer des ensembles de données plus exactes. Cela pourrait ajouter de la valeur aux producteurs et aux groupes de producteurs qui comptent sur les données précises de ces organisations pour prendre des décisions d'affaires ou de programme.

Les canaux de communication en ligne de l'Agence ont été occupés cette année, avec une augmentation de 27 % de l'achalandage du site Web (environ la moitié générée par les médias sociaux) et une augmentation de 10 % du nombre de lecteurs (taux d'ouverture) du bulletin et des courriels de l'Agence. La majeure partie de cette augmentation peut être attribuée à l'intérêt suscité par la récente étude de l'Agence sur le retour sur investissement, qui met en évidence un retour sur investissement de 33:1 pour les producteurs, et au lancement du premier programme de bourses d'études de l'Agence.

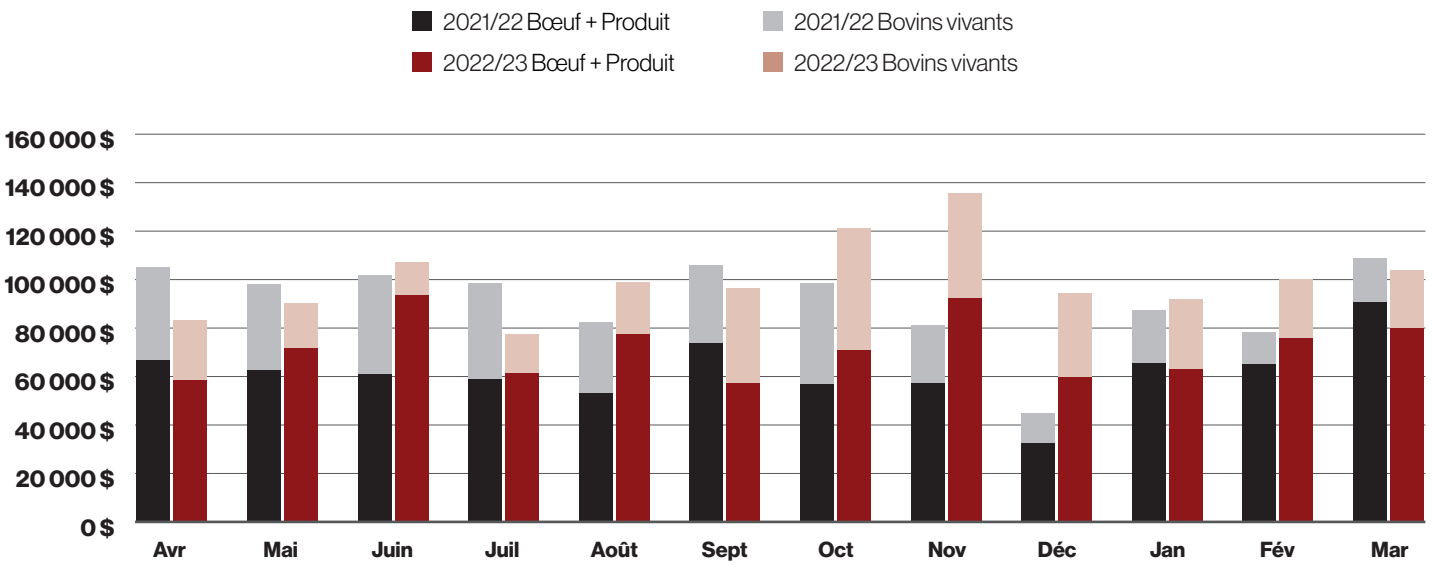
Melinda German
General Manager

PRÉLÈVEMENT NATIONAL ET À L'IMPORTATION

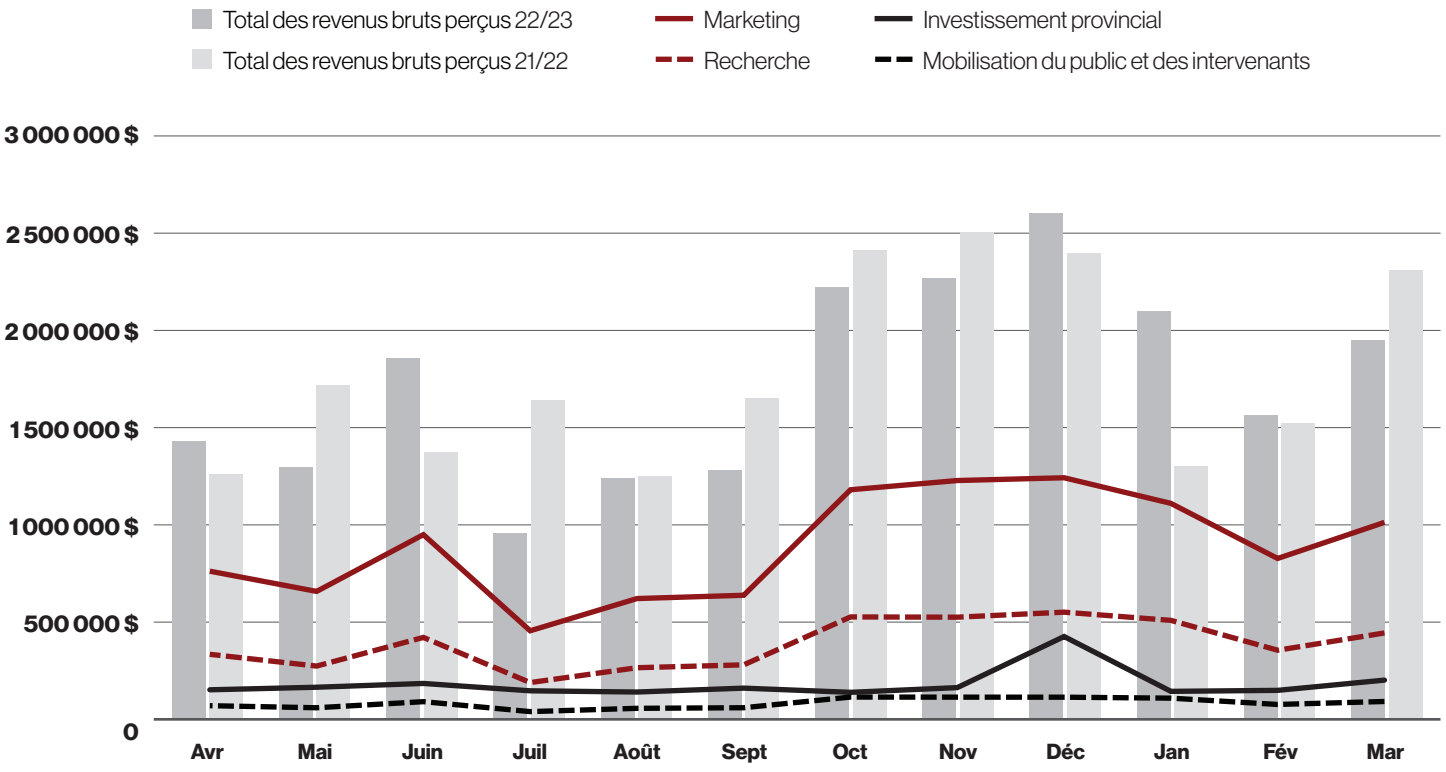
Le prélèvement est perçu sur tous les bovins commercialisés au Canada, et le prélèvement à l'importation est appliqué à tous les bovins, la viande de bœuf et les produits de bœuf importés au pays.



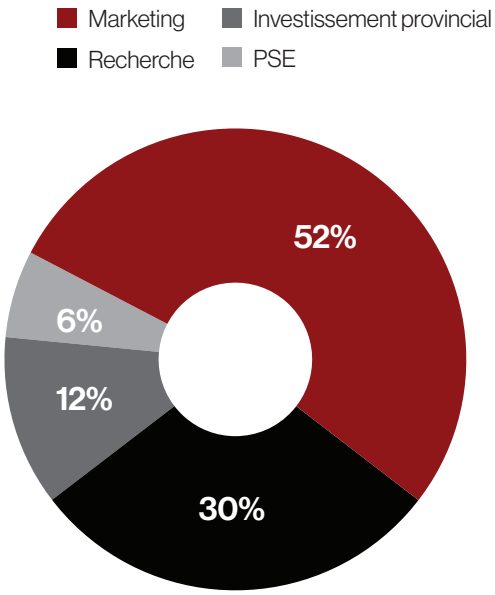
COMPOSITON DU PRÉLÈVEMENT À L'IMPORTATION DURANT L'ANNÉE



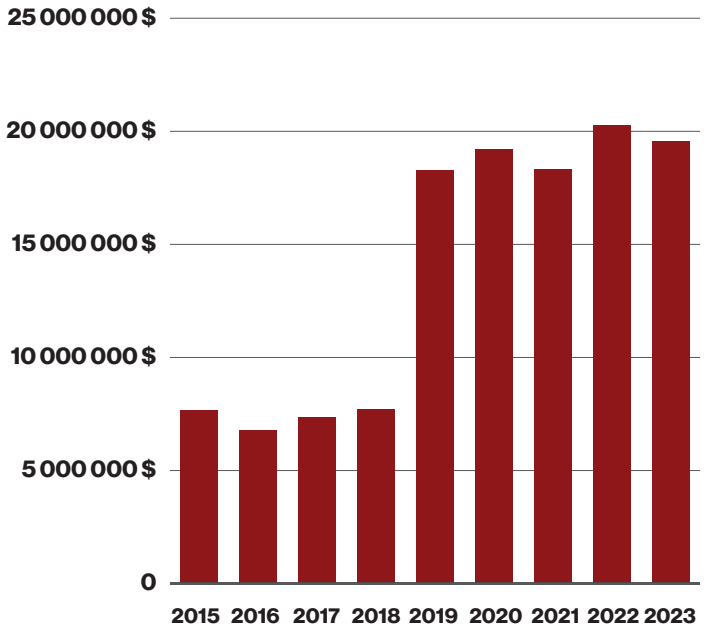
TOTAL DES REVENUS PERÇUS VS DISTRIBUTIONS PARMI LES FOURNISSEURS DE SERVICES



DISTRIBUTIONS PARMI LES FOURNISSEURS DE SERVICES – MOYENNE SUR 5 ANS



REVENU TOTAL



Membres de l'Agence

Le conseil d'administration de l'Agence est composé de 16 membres de l'Agence provenant de tout le Canada et d'un jeune membre observateur.

Dix sièges sont attribués à des producteurs nommés par leurs associations provinciales de bovins, et six sont des représentants du Conseil des viandes du Canada (CVC), des importateurs et des exploitants de vente au détail et de services alimentaires. Ces six représentants sont nommés par leurs organisations respectives ou par les délégués à l'assemblée générale annuelle. Le poste de jeune est nommé par le Conseil canadien des jeunes de l'industrie bovine.

Le Conseil travaille à la fois en tant qu'entité et par l'intermédiaire de comités consultatifs et opérationnels ciblés afin de remplir son mandat. Le Comité de gouvernance et le Comité des finances fonctionnent comme des comités consultatifs et sont composés uniquement de membres de l'Agence. Le seul comité opérationnel, le Comité de marketing, est constitué par la nomination de membres de l'Agence et de représentants du secteur du veau, ainsi que par l'élection de producteurs et de membres à titre personnel. Le Comité de marketing est chargé de superviser Bœuf Canada, l'organisation chargée d'investir l'argent des prélèvements et des redevances à l'importation dans le développement et la promotion du marché. Les membres de ce comité sont issus de la crème de la crème en matière de bœuf et veau, et de marketing, garantissant que l'industrie canadienne du bœuf bénéficie d'une forte valeur ajoutée grâce à leur investissement en marketing par le biais des prélèvements.

Conseil d'administration de l'Agence 2022-23

Jeff Smith
Président, Alberta

Trevor Welch
Vice-président,
Nouveau-Brunswick

Andrea Van Iterson*
Colombie-Britannique

Sheila Hillmer
Alberta

Chad Ross
Saskatchewan

Mary Paziuk
Manitoba

Jack Chaffe
Ontario

Kirk Jackson
Québec

Larry Weatherby
Nouvelle-Écosse

David Francis
Île-du-Prince-Édouard

Coral Manastersky
I.E. Canada

Russ Mallard
CVC

André Forget
CVC

John Curtis
CVC

Jeff Cline
CVC

Stephen Christie
Secteur de la vente au détail et des services alimentaires

Julie Mortenson
Jeune membre (observatrice)

Terry Wiebe*
Colombie-Britannique

*C'est avec le cœur lourd que nous soulignons le décès de Terry Weibe, qui a été élu pour la première fois à l'Agence en 2019. Andrea Van Iterson a été nommée membre suppléant temporaire au nom de la Colombie-Britannique.

Aperçu du marché et de l'industrie

Préparé par Canfax Research Services

Le marché des bovins d'engraissement a commencé l'année 2022 en suivant les moyennes historiques. Cependant, la seconde moitié de l'année a connu des vents favorables considérables sur le marché des bovins d'engraissement.

Les prix des bovins augmentent, les coûts des aliments ont une incidence sur les marges

Entre juillet et décembre, les bouvillons de 550 lb de l'Alberta ont connu une hausse de 38 $/q, atteignant en moyenne 275 $/q en fin d'année. La majeure partie de la hausse des prix s'est produite au troisième trimestre. Les bouvillons de 850 lb de l'Alberta ont augmenté de 23 $/q au deuxième semestre, clôturant l'année 2022 à 232 $/q. Une fois de plus, l'action s'est déroulée au troisième trimestre, avec une hausse de 42 $/q pour les veaux de 850 lb, avant de connaître une légère correction des prix pour terminer l'année. Le dollar canadien s'est affaibli d'environ quatre cents au cours de la seconde moitié de 2022, s'établissant à 0,7348 dollar, soutenant davantage les prix des bovins d'engraissement au Canada.

Les prix des bouvillons gras de l'Alberta se sont constamment raffermis tout au long de 2022, bien que les bénéfices sur le marché au comptant (supposant l'absence de gestion des risques) n'aient pas été réalisés, ce qui souligne l'importance des stratégies de gestion des risques. La sécheresse qui a sévi dans la Corn Belt américaine en 2022 a fait grimper les prix de l'orge fourragère à l'automne dernier, ce qui a eu un impact négatif sur les marges. En décembre, les prix des bouvillons gras vivants de l'Alberta étaient en moyenne 15 % plus élevés qu'en janvier, à 184 $/q. Les placements induits par la sécheresse au cours du second semestre 2021 ont maintenu les stocks de bovins d'engraissement à un niveau élevé au cours du premier semestre 2022, ce qui a élargi les niveaux de la base. Au second semestre, les stocks américains de bovins d'engraissement se sont resserrés plus rapidement que les stocks canadiens, ce qui a maintenu la base à un niveau historiquement faible.

La production de bœuf augmente sur base faible, poids de carcasses plus élevéss

La production de bœuf canadienne (abattage national + exportations de bovins d'abattage vivants) en 2022 a augmenté de 2,2 % par rapport à 2021 pour atteindre 3,51 milliards de livres. L'abattage national était en légère hausse de 0,9 % par rapport à l'année dernière, tandis que les exportations de bovins d'abattage vivants étaient en hausse significative de 11,9 %. Les exportations de bovins gras (319 000 têtes) ont augmenté de 18 % et les exportations de bovins non gras (219 000 têtes) ont augmenté de 3 %. Le taux d'utilisation des abattoirs canadiens était de 94 % l'année dernière, ce qui indique que l'industrie canadienne de conditionnement fonctionnait à pleine capacité. Les usines de conditionnement de l'Ouest ont fonctionné pendant 19 semaines à plus de 100 % de leur capacité, ce qui indique que les équipes du samedi ont été mises en place pour gérer les approvisionnements. L'absence de bénéfices des parcs d'engraissement sur le marché au comptant a encouragé les gestionnaires de parcs d'engraissement à garder le bétail sur l'alimentation pendant des jours supplémentaires, dans une tentative de récupérer une partie des pertes dues à la faiblesse de la base. Le poids moyen des carcasses de bouvillons au quatrième trimestre a atteint un niveau record de 960 lb.

Après avoir été un exportateur net de bovins d'engraissement vers les États-Unis au premier semestre 2022, à hauteur de 24 400 têtes, nous sommes devenus un importateur net de 145 900 bovins d'engraissement au second semestre de l'année dernière, soutenus principalement par les importations du quatrième trimestre. Les importations de bovins d'engraissement au cours du second semestre ont soutenu davantage les chiffres de la production nationale au cours du premier semestre 2023.

Le 1er janvier 2023, le cheptel bovin canadien était inférieur de 2,2 % à celui de l'année précédente et s'élevait à 11,27 millions de têtes, les stocks de vaches de boucherie étaient inférieurs de 2,5 % et s'élevaient à 3,56 millions, et les génisses de boucherie gardées pour la reproduction étaient inférieures de 4,3 % et s'élevaient à 551 500 têtes. L'Ouest canadien a continué à liquider, avec des stocks totaux de bovins en baisse de 2,7 % à 8,5 millions de têtes, des vaches de boucherie en baisse de 3,1 % à 3,18 millions de têtes, et des génisses de boucherie pour la reproduction ont baissé significativement de 4,8 % à 496 900 têtes. Les prix historiquement élevés des vaches de réforme ont poussé plus de vaches à l'abattage l'année dernière et ont augmenté le taux de mise à la réforme des vaches à 14,3 %.

CHIFFRES CLES

Prix du bouvillon gras de l'Alberta de

184 $/q

en 2022

Augmentation de

2,2 %

de la production nationale

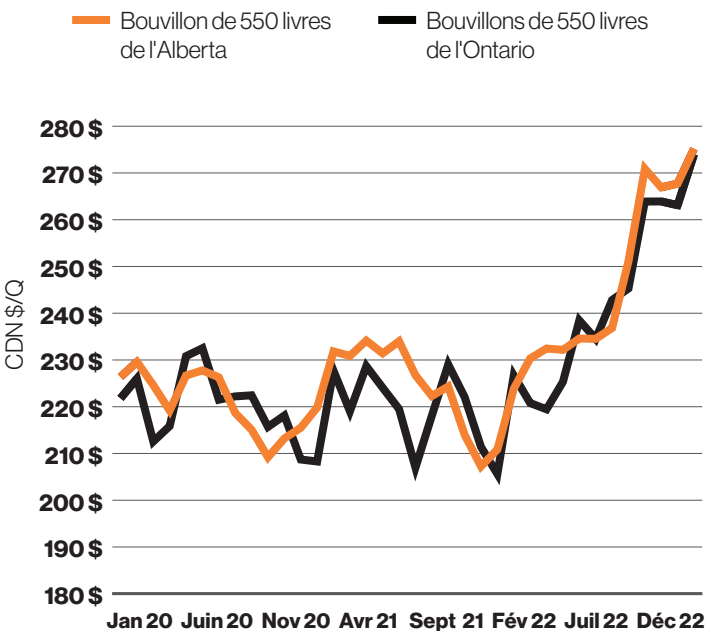
3,51 milliards

de livres en bœuf canadien produit en 2022

275 $/q

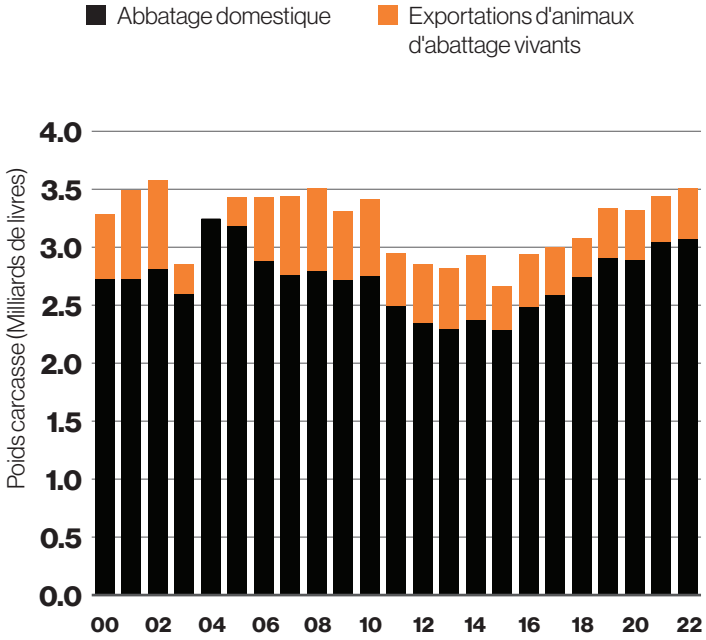
prix moyen d'un bœuf de 550 lb en Alberta

BOUVILLONS ENGRAISSÉS DE L'ALBERTA ET DE L'ONTARIO

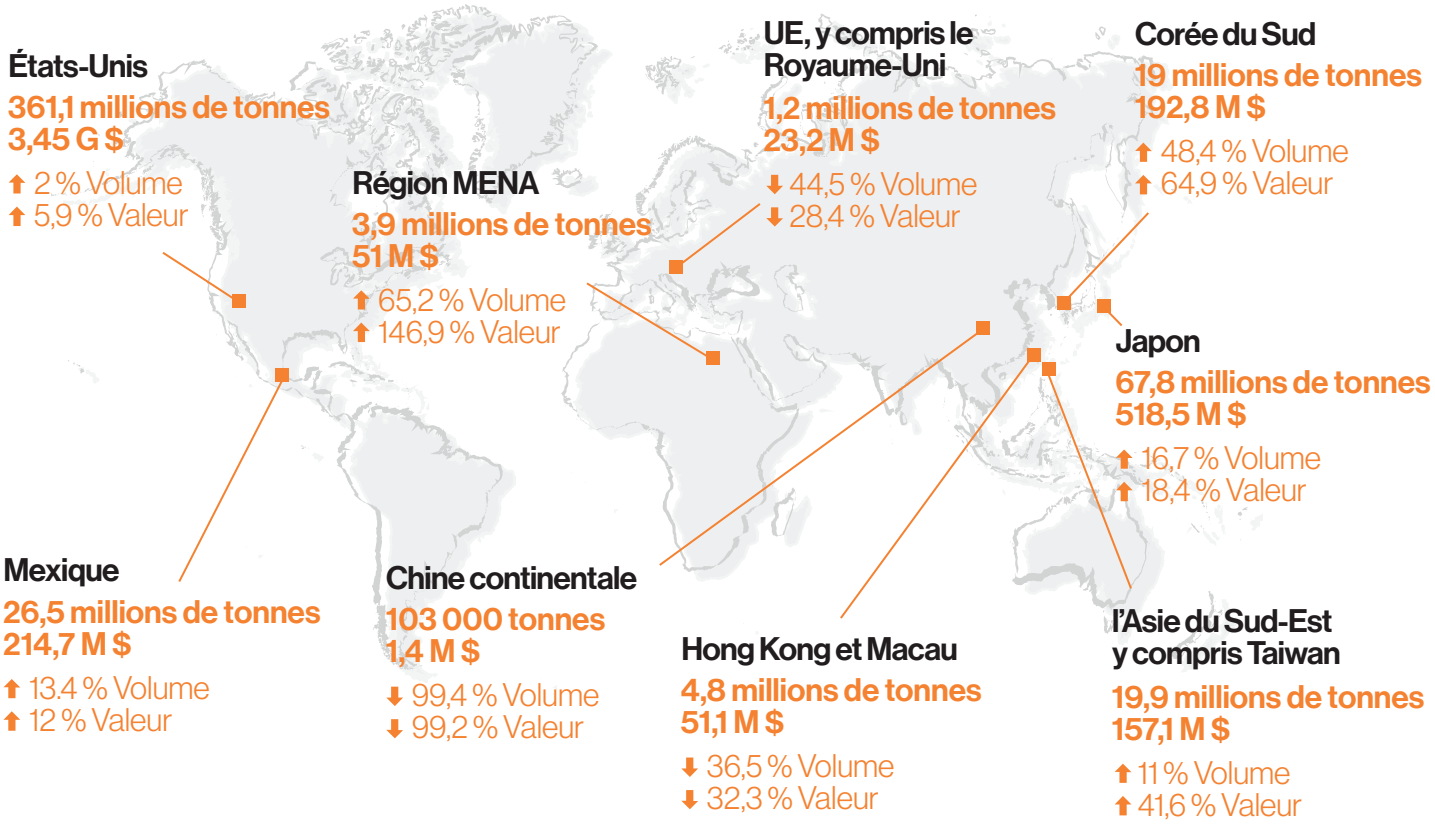


PRODUCTION CANADIENNE DE BŒUF

CANFAX RESEARCH



EXPORTATIONS DE BŒUF EN 2022



La consommation de bœuf reste élevée sur les marchés canadiens et internationaux

La consommation intérieure totale de bœuf en 2022 était de 967 000 tonnes (poids carcasse), en hausse de 5 % par rapport à 2021. Une production plus élevée (+2,2 %), une réduction des exportations (2,2 %), des importations légèrement plus élevées (+1,1 %), ainsi qu'une augmentation de 2,7 % de la population canadienne ont entraîné l'augmentation de la consommation de bœuf. La consommation de bœuf par habitant a augmenté de 2,9 % pour atteindre 17,5 kg de poids au détail. Les prix de détail du bœuf au comptoir des viandes ont augmenté de 7,7 % pour s'établir à 19,74 $/kg. Cependant, après avoir tenu compte de l'inflation, les prix du bœuf n'ont augmenté que de 0,8 % au détail.

Le Canada a exporté un total de 511 000 tonnes de bœuf (poids du produit), en hausse de 1,4 % par rapport à 2021. Il s'agit du plus grand volume depuis 2002 et du deuxième plus grand volume depuis que l'on a commencé à enregistrer les données. La valeur des exportations de bœuf canadien était de 4,67 milliards de dollars, en hausse de 5,1 %, et était la plus importante depuis que l'on a commencé à enregistrer les données. Le prix unitaire des exportations a augmenté de 3,7 % pour atteindre 9,15 $/kg.

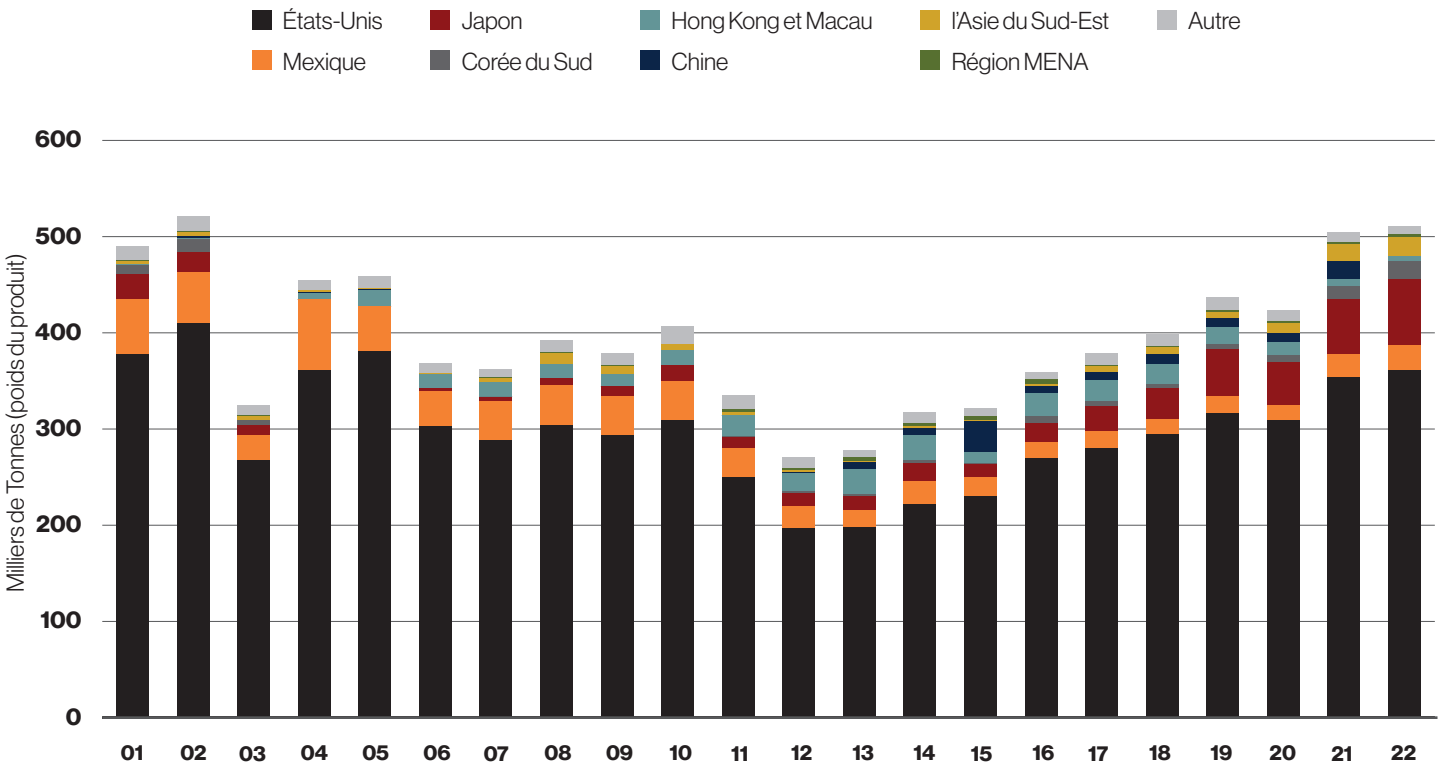
CHIFFRES CLES

511 000
tonnes totales de bœuf exportées du Canada

4,67 milliards $
valeur des exportations de bœuf canadien

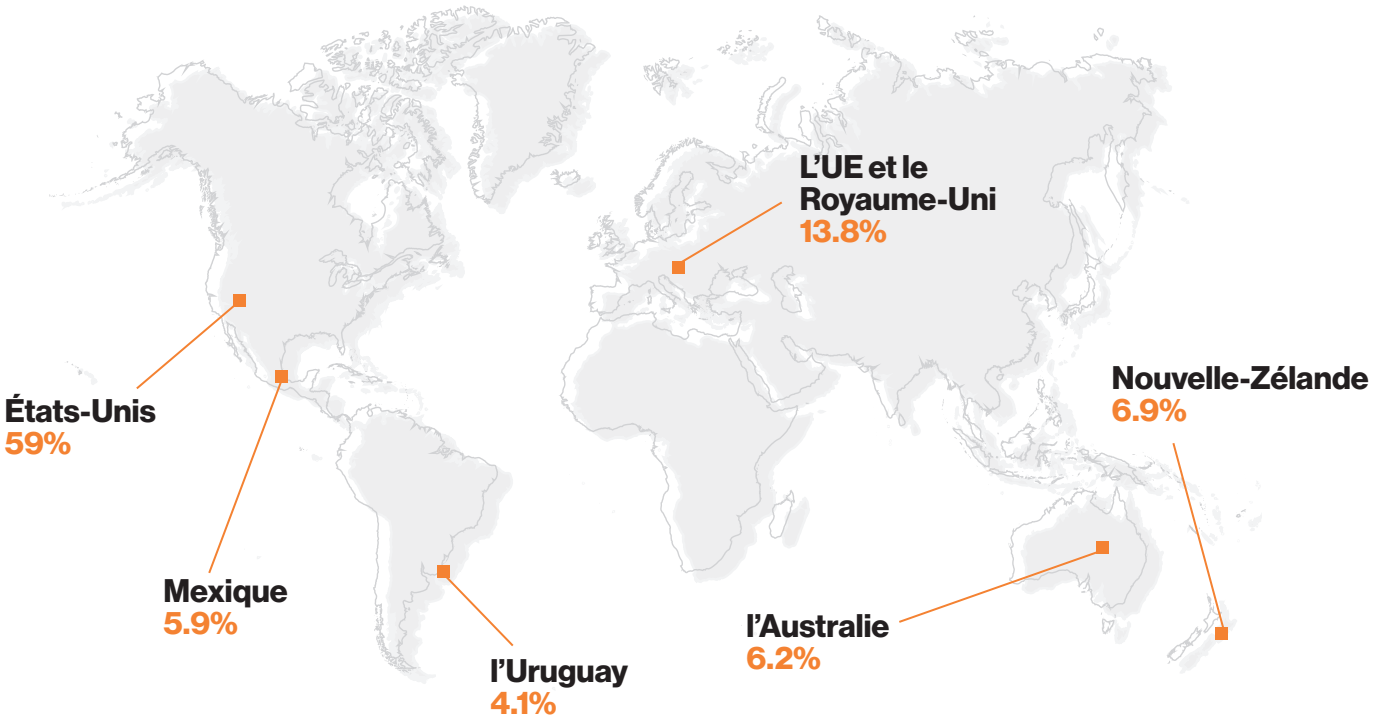
9,15 $/q
prix unitaire des exportations de bœuf

VOLUME DES EXPORTATIONS DE BŒUF CANADIEN



Source : Statistics Canada, CFIA

IMPORTATIONS DE BŒUF 2022



Les États-Unis restent notre principal fournisseur d'importations, avec 59 % des importations totales de bœuf. »

Les importations de bœuf ont augmenté de 3,8 % en volume (poids du produit) par rapport à 2021 pour atteindre 167 700 tonnes évaluées à 1,65 milliard de dollars. La valeur des importations a augmenté de 16 % par rapport à 2021 et est la plus élevée jamais enregistrée. Les États-Unis restent notre principal fournisseur d'importations, avec 59 % des importations totales de bœuf. L'UE+Royaume-Uni, avec 13,8 %, est la deuxième source d'importation de bœuf du Canada. La Nouvelle-Zélande (6,9 %), l'Australie (6,2 %), le Mexique (5,9 %) et l'Uruguay (4,1 %) complètent les principales sources d'importation de bœuf du Canada. Le commerce net de bœuf canadien est resté pratiquement stable par rapport à 2021. Le volume du commerce net a connu une très légère hausse de 0,2 % pour atteindre 343 315 tonnes, pour une valeur de seulement 0,1 % inférieure, soit 3,03 milliards de dollars.

CHIFFRES CLES

167 700
tonnes totales d'importations de bœuf au canada

1,65 milliards $
valeur totale des importations de bœuf canadien

Les prix du maïs et de l'orge de la nouvelle récolte ont poursuivi leur tendance à la baisse et devraient soutenir les marges des parcs d'engraissement cet automne. »

Premier trimestre 2023

L'inflation continue d'éroder le pouvoir d'achat des consommateurs. Le resserrement des stocks nord-américains réduira la disponibilité mondiale de bœuf nourri au grain de haute qualité. Les ratios de prix bœuf/porc et bœuf/poulet au premier trimestre 2023 sont historiquement élevés. Les consommateurs ont commencé à se tourner vers le porc et le poulet dans l'effort de mettre de la viande sur la table tout en réduisant les coûts de vente au détail au comptoir de la viande. L'érosion de la demande de bœuf a déjà été observée sur certains marchés asiatiques qui luttent contre l'augmentation du coût de la vie.

Au premier trimestre, la production nationale était inférieure de 1 % à celle de 2022, tandis que la production de bovins gras était inférieure de 3 %. Le premier trimestre 2023 a été soutenu par la production de bovins non gras, en hausse de 12 %. Davantage de bœuf entre sur le marché, bien qu'il s'agisse de garnitures et de bœuf haché de qualité inférieure, plutôt que de coupes de haute qualité. La production canadienne de bœuf devrait être en baisse de 4 à 6 % en 2023. En raison de l'offre plus restreinte, les prix des bovins, toutes catégories confondues, ont augmenté tout au long du premier trimestre pour atteindre ou dépasser les sommets de 2015.

Les prix des céréales fourragères ont baissé entre le 1er janvier et la fin mars, l'orge de Lethbridge perdant 28 $/tonne et le maïs de l'Ontario perdant 16 $/tonne. Les prix du maïs et de l'orge de la nouvelle récolte ont poursuivi leur tendance à la baisse et devraient soutenir les marges des parcs d'engraissement cet automne.

Le marché d'exportation du bœuf canadien reste solide. Les volumes d'exportation au premier trimestre de 2023 ont augmenté de 5,4 % en volume et de 5,1 % en valeur par rapport au premier trimestre de l'année dernière. Les États-Unis devraient connaître une baisse significative de 5,4 % de leur production de bœuf cette année. Davantage de bœuf canadien pourrait rester en Amérique du Nord pour combler le vide laissé par la réduction de la production américaine.

Développement et promotion du marché

Bœuf Canada met en œuvre sa stratégie d'entreprise par le biais d'activités de marketing auprès des consommateurs et de développement des marchés au Canada et sur les principaux marchés d'exportation dans le monde.

Investissement total : 10 774 370 $ (prélèvement et redevance à l'importation)

Ces efforts permettent d'accroître la sensibilisation et la demande pour le bœuf et le veau canadiens tout en garantissant une valeur maximale pour l'argent des producteurs.

'La nouvelle normalité' est une expression utilisée pour décrire la période qui suit une phase de transition importante, et elle décrit bien le marché émergent du bœuf canadien. Deux années de pandémie de COVID-19 ont donné lieu à de nombreux changements à court terme, et potentiellement durables, sur les marchés nationaux et internationaux.

C'est dans ce contexte de marché que Bœuf Canada a travaillé avec les groupes du secteur des bovins et du bœuf, d'autres commodités, des partenaires de la chaîne de valeur en aval, le gouvernement et les partenaires intervenants pour trouver de manière collaborative une voie à suivre. Au cours de l'exercice 2022/23, Bœuf Canada est resté réactif en pivotant et en repositionnant continuellement les efforts de marketing afin de fournir des solutions proactives aux défis du marché.

En décembre 2021, malgré le statut de risque négligeable du Canada, une poignée de marchés internationaux ont suspendu les importations de bœuf canadien suite à la détection d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) atypique. Alors que la plupart des marchés touchés ont rouvert en janvier 2022, le marché de la Chine continentale est resté fermé pendant les 17 derniers mois et rien n'indique que la situation changera bientôt. Les exportations de bœuf canadien en 2022 ont atteint des valeurs record et le deuxième volume d'exportation le plus élevé de l'histoire, ce qui indique que les autres marchés ont plus que compensé la perte d'accès à la Chine continentale. Chez nous, l'escalade des pressions inflationnistes s'est ajoutée aux défis résiduels de la pandémie qui, avec la forte demande internationale de bœuf, ont maintenu une pression à la hausse sur les prix des protéines animales.

Les espaces **digitaux et sociaux** nationaux de Bœuf Canada ont été utilisés pour engager et connecter avec les consommateurs et les

producteurs afin de renforcer la fidélité à la marque. Le site Web anglais de Bœuf Canada a vu plus de 650 000 utilisateurs avec 1,2 million de visites de pages au cours de l'exercice. Les pages de contenu les plus consultées et les plus recherchées sont Guide de cuisson et Recettes. Le site Web français de Bœuf Canada a accueilli plus de 341 000 utilisateurs. Le site Web français a été complètement rafraîchi et sa structure correspond maintenant à celle du site Web anglais. La chaîne YouTube LoveCDNBeef, avec 106 nouvelles vidéos, a enregistré trois millions de visionnements de vidéos et 23 000 heures de visionnement avec 845 000 impressions de consommateurs.

Les plateformes sociales nationales de Bœuf Canada ont continué à soutenir les efforts de marketing en renforçant la fidélité à la marque, en partageant des faits sur le bœuf, des informations nutritionnelles et en éduquant les consommateurs sur la production de bœuf. Les résultats combinés pour l'année ont totalisé plus de 29 millions d'impressions de consommateurs, 510 000 engagements et 190 000 clics sur les liens des publications. Le nombre de nouveaux abonnés sur toutes les plateformes sociales a augmenté de 2,3 %, pour un total combiné de plus de 72 000 abonnés.

Plus de 110 restaurants à travers le pays ont participé à la campagne nationale **Burger It Forward de Bœuf Canada** en février 2023, ce qui a donné lieu à plus de 53 000 $ de dons aux efforts de banques alimentaires locales et nationales. La campagne visait à enrichir au moyen du bœuf la portion de protéines des offres des banques alimentaires tout en soutenant les restaurants appartenant à des propriétaires locaux. Les restaurants participants provenaient de six régions : Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario et Canada atlantique. Chaque restaurant participant a servi un hamburger local spécial à base de bœuf 100 % canadien. Pour chaque burger acheté lié à la campagne, Bœuf Canada a fait don de l'équivalent d'un repas à Banques alimentaires Canada, jusqu'à concurrence de 20 000 repas. On estime que 29 261 hamburgers ont été vendus pendant la campagne. En moyenne, les restaurants ont enregistré une augmentation des ventes de 24 %. La campagne a également généré plus de 36 millions d'impressions de la part des consommateurs dans les médias traditionnels et sociaux.

La redevance à l'importation permet de financer la diffusion de **messages positifs sur le bœuf et veau dans tout le Canada**. La campagne primée One & Only Beef, qui a généré des millions d'impressions de la part des consommateurs, est un exemple récent de l'impact de la redevance à importation au profit de la consommation de bœuf.

L'équipe de la santé et de la nutrition surveille de façon continue les études nutritionnelles nouvellement publiées axées sur la viande rouge dans le régime alimentaire et identifie les sujets et les résultats qui sont

CHIFFRES CLES

72 000
abonnés sur toutes les plateformes sociales de Bœuf Canada

29 millions
d'impressions de consommateurs

1,2 million
de visionnements de pages sur le site Web anglais de Bœuf Canada

CANADA BEEF™

d'intérêt pour le public, les médias et Bœuf Canada. Après avoir examiné les résultats de la recherche, l'équipe compile et organise l'information, et trouve les éléments qui sont pertinents pour Bœuf Canada. L'information aide à mettre à jour les ressources et à informer les résumés de recherche ainsi que les exposés de principe qui fournissent des renseignements aux organisations impliquées dans le travail politique (par exemple, des ressources pour aider à naviguer dans la nouvelle réglementation de Santé Canada sur l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage). Les résultats servent également à informer les **communications directement aux professionnels de la santé**.

La Passerelle d'information sur le bœuf canadien (Passerelle) a été lancée dans les magasins Real Canadian Superstore des Compagnies Loblaw ltée en 2022. Ce premier partenariat avec une bannière nationale de vente au détail a eu lieu au cours de la première année de l'initiative de Bœuf Canada visant à maintenir le bœuf dans les assiettes des consommateurs. Bœuf Canada a continué de rechercher des partenariats de marque avec la Passerelle avec d'autres détaillants nationaux. Des éditions partenaires de la Passerelle ont été élaborées en prévision des lancements pilotes, et des présentations et des animations personnalisées ont été créées pour communiquer les possibilités de partenariat avec la Passerelle.

Une nouvelle plateforme de la Passerelle, reposant sur une base de données, offre des capacités améliorées telles que l'automatisation de la création de contenu, la traduction automatique, un système permettant aux partenaires de gérer leurs propres éditions de la Passerelle et l'incorporation de capacités permettant de soutenir les coupons et les promotions électroniques. L'édition de première phase Bœuf Canadien de la Passerelle a été lancée en janvier 2022 pour les plus petits détaillants et ceux qui recherchent des solutions faciles à mettre en œuvre.

Le Centre d'excellence du bœuf canadien (CEBC), récemment rénové, dispose d'un équipement audio/visuel et de communication de pointe pour soutenir le développement des ressources digitales du bœuf canadien, les démonstrations techniques et les capacités de conférences interactives à partir d'une salle de conférence améliorée et de trois studios multimédias : Culinaire grand public, Culinaire commercial et Découpe de viande. En plus de soutenir de nombreux programmes de Bœuf Canada avec du contenu numérique, les mises à jour permettent au CEBC d'atteindre un public plus large via la distribution de ressources numériques et des présentations virtuelles avec moins de défis logistiques. Le CEBC a produit ou aidé à produire 681 vidéos et 440 photos en 2022/23 pour soutenir les applications de services alimentaires, de vente au détail et de vente en gros.

Le travail de Bœuf Canada sur les marchés d'exportation crée des opportunités pour l'industrie bovine canadienne de réaliser une plus grande valeur pour la carcasse que ce qui pourrait être réalisé sur le seul marché intérieur. En plus d'offrir des

CHIFFRES CLES

55
projets approuvés dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation

23
foires commerciales auxquelles Bœuf Canada a participé

1 700
professionnels de la viande formés et éduqués sur les produits de bœuf canadiens

Le travail de Bœuf Canada sur les marchés d'exportation crée des opportunités pour l'industrie bovine canadienne de réaliser une plus grande valeur pour la carcasse que ce qui pourrait être réalisé sur le seul marché intérieur. »

offres concurrentielles pour les coupes du centre, les marchés d'exportation peuvent offrir de meilleurs rendements pour les viandes de bouts, les coupes minces et les abats que sur le marché intérieur. Canfax estime que les exportations de bœuf fournissent une valeur supplémentaire de 1 158 $ par tête/carcasse (moyenne quinquennale 2018-2022) au conditionneur qui détermine la valeur tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Au cours de la dernière année, Bœuf Canada a participé à 23 salons internationaux organisés dans neuf pays différents afin de rencontrer et d'identifier de nouveaux clients potentiels. Plus de 6 800 clients potentiels ont visité les kiosques commerciaux de Bœuf Canada, ce qui a généré environ 625 pistes d'affaires. Environ 1 700 professionnels du commerce international de la viande ont reçu une formation technique et une éducation sur les produits du bœuf canadien. Bœuf Canada a exécuté des programmes de marketing et de promotion avec 24 clients du secteur de la vente au détail et 13 clients du secteur des services alimentaires dans 10 pays différents. De plus, Bœuf Canada s'est associé aux ambassades et consulats canadiens pour organiser 16 événements promotionnels dans huit pays.

En plus des programmes de marketing de Bœuf Canada mentionnés ci-dessus, 55 projets du Programme de développement des marchés d'exportation ont été approuvés pour soutenir 14 délégations entrantes d'acheteurs, une visite sortante de développement des marchés, 19 initiatives différentes de promotion et de marketing, 19 projets impliquant la participation à des séminaires et des foires commerciales internationaux, et deux projets d'analyse comparative des marchés/produits/concurrents. Sur les 55 projets approuvés, 31 compagnies différentes ont reçu de l'aide à cibler 10 marchés d'exportation différents.

Bien que le marché se soit adapté et que les économies aient commencé à passer à une phase post-pandémique, la transition a coïncidé avec la période d'inflation la plus élevée depuis des décennies et la menace imminente d'une récession économique mondiale. Le plan d'investissement 2023/24 est conçu pour être agile et réactif, permettant à Bœuf Canada de répondre aux besoins des consommateurs et des clients commerciaux sur les marchés nationaux et internationaux et de trouver ou de créer des opportunités de marché qui peuvent découler du changement. C'est cette approche qui démarquera le bœuf canadien de ses concurrents et qui procurera le maximum d'avantages aux éleveurs de bovins du Canada et aux autres intervenants.

Le rapport complet des résultats de Bœuf Canada est disponible ici: **https://canadabeef.ca/stakeholder/**

Recherche

Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) est l'agence nationale de financement dirigée par l'industrie qui finance la recherche de pointe et les activités de transfert de technologie afin de faire progresser la compétitivité et la durabilité de l'industrie canadienne des bovins de boucherie.

Investissement total : 4 709 338 $

Le CRBB travaille en étroite collaboration avec d'autres agences de financement de l'industrie et du gouvernement afin d'améliorer la coordination, de réduire le dédoublement et de veiller à ce que les résultats prioritaires de la recherche soient pris en compte dans l'intérêt des producteurs de bœuf et de bovins du Canada.

Une division de l'Association canadienne des bovins, le CRBB est dirigé par **un comité de 16 producteurs de bœuf** d'à travers le pays et est financé en partie par le Prélèvement national sur les bovins de boucherie. En 2022/23, le CRBB a reçu en moyenne 0,67 $ (non vérifié) sur chaque 2,50 $ du Prélèvement national sur les bovins de boucherie perçu par les provinces. Ce financement a été mobilisé dans le cadre du programme de la Grappe scientifique du bœuf avec le financement du Partenariat canadien pour l'agriculture d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, grâce auquel l'industrie a contribué à hauteur de 28 % (666 494 $) et AAC à hauteur de 72 % (1,67 million de dollars) en 2022/23. En outre, le CRBB a mobilisé le Prélèvement national sur les bovins de boucherie pour obtenir 3,7 millions de dollars supplémentaires en financement de la recherche et 250 000 dollars en nature de la part de partenaires gouvernementaux et industriels par le biais d'initiatives en dehors de la Grappe scientifique du bœuf.

L'année dernière, il y avait 15 projets de Grappe de recherche, de vulgarisation et de coordination scientifique qui ont rapporté des activités entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023. La dernière année du programme quinquennal de la Grappe III est maintenant terminée. Un projet a évalué la prévalence et l'impact sur la production d'une grande variété de problèmes de santé et de pratiques de gestion dans les exploitations commerciales à travers le Canada. Les résultats d'un autre projet ont confirmé que les pratiques de nettoyage des carcasses et des équipements basées sur la chaleur dans les abattoirs

n'ont pas sélectionné les E. coli résistants à la chaleur et que les recommandations actuelles en matière de cuisson sont toujours appropriées. Un autre projet a démontré que l'alimentation conventionnelle des parcs d'engraissement (contenant des facteurs de croissance) avait le plus faible impact sur l'environnement et que le retrait des facteurs de croissance entraînerait une augmentation de l'utilisation des terres et de l'eau, des émissions de gaz à effet de serre et des émissions d'ammoniac. Un quatrième projet a porté sur la sélection de la luzerne pour sa résistance à l'hiver et la réduction de la dormance automnale, des caractéristiques essentielles pour résister aux hivers canadiens.

En 2022/23, le CRBB a reçu 38 lettres d'intention de la part d'équipes de recherche à travers le Canada. Parmi celles-ci, 20 équipes ont été invitées à soumettre des propositions complètes, 18 ont transmis une proposition et le financement a été approuvé pour 13 projets en mars 2023. Les candidats retenus doivent obtenir un financement d'autres sources (gouvernement et industrie), correspondant aux dollars du Prélèvement national sur les bovins de boucherie à un minimum de 1:1.

Plusieurs projets approuvés lors des appels précédents (2018 - 2021) sont toujours en cours ou en voie d'achèvement. L'un de ces projets a étudié **l'impact des temps de repos pendant les transports longue distance sur l'incidence de la grippe bovine**). Les résultats indiquent que les temps de repos pourraient contribuer à accroître les risques pour la santé et le bien-être au lieu d'atténuer ce risque. Un autre projet a révélé que la densité nutritionnelle élevée du bœuf, en particulier pour les nutriments vitaux qui sont le plus souvent insuffisants dans les régimes alimentaires canadiens (fer, vitamine B12 et zinc), en fait u ne source abordable de tous ces nutriments pour les consommateurs. Un projet portant sur l'impact économique de l'industrie bovine canadienne a révélé que, pour chaque travailleur employé dans le secteur, 3,9 autres travailleurs (selon les impacts indirects et induits) sont employés dans d'autres secteurs de l'économie. Un autre projet a révélé que la conversion de fourrages pérennes en cultures annuelles entraîne une diminution des niveaux de carbone organique du sol, ce qui souligne l'importance de la présence de bovins de boucherie dans le paysage pour conserver les pâturages cultivés et naturels, maintenir les stocks de carbone organique du sol et atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

CHIFFRES CLES

250 000 $

de financement en nature reçu du gouvernement et de l'industrie en dehors de la Grappe scientifique du bœuf

15

projets de recherche, de vulgarisation et de coordination scientifique de la Grappe

13

projets de recherche approuvés pour financement par le CRBB

BCRC
BEEF CATTLE RESEARCH COUNCIL

Un financement a été approuvé pour cinq projets de preuve de concept (PdC) en 2022/23. Il s'agit de projets à court terme (de six mois à un an) visant à déterminer s'il vaut la peine de poursuivre un investissement de recherche plus important et mieux défini dans ce domaine. L'un de ces projets a révélé que les bactéries associées à la grippe bovine s'accumulent dans les bols d'eau des parcs d'engraissement, ce qui pourrait constituer un moyen plus simple d'évaluer la résistance antimicrobienne des agents pathogènes de la grippe bovine à l'échelle de l'enclos. Un autre projet s'est intéressé à un nouveau vaccin qui peut être administré comme une goutte oculaire et qui pourrait constituer un moyen sécuritaire et plus efficace de protéger les veaux de boucherie contre la conjonctivite.

Le CRBB a continué à soutenir la mise en œuvre d'une capacité de recherche à long terme en 2022/23. **Trois chaires sont actuellement soutenues dans le cadre de ce programme** pour combler les lacunes identifiées par l'industrie en matière de capacité de recherche : Dre Bree Kelln, chaire de la gestion et de l'utilisation intégrées des fourrages de l'industrie du bœuf (Université de la Saskatchewan) ; Dre Cheryl Waldner, chaire de la recherche industrielle du CRSNG/CRBB dont Une seule santé et les maladies limitant la production (Western College of Veterinary Medicine) ; et Dre Gleise da Silva, chaire de CRBB-Hays sur les systèmes de production de bœuf (Université de l'Alberta).

En plus des activités de transfert de connaissances et de technologies (TCT) dans le cadre de la Grappe scientifique du bœuf, telles que le développement et la distribution d'articles, d'outils de décision, de vidéos, d'articles de blog et de webinaires, le TCT a continué de progresser par le biais du Réseau canadien de transfert de technologie du bœuf et d'un appel de propositions annuel. Grâce à l'un de ces projets, **un outil interactif basé sur le Web a été créé** en 2022/23 pour aider les vétérinaires et les producteurs de bovins de boucherie à comparer les coûts et les avantages relatifs des différentes options de gestion de la paratuberculose. Un autre projet comprenait le développement d'une série de balados axés sur la santé animale et la nutrition des bovins de boucherie, avec des sujets allant des tests d'alimentation aux vaccinations, aux systèmes de pâturage étendus, à la gestion du vêlage et des veaux, aux enquêtes sur les maladies et à l'économie.

CHIFFRES CLES

5
projets de preuve de concept approuvés pour financement

150
personnes participent à l'adhésion au Réseau canadien de transfert de technologies du bœuf

0,67 $
de chaque 2,50 $ du prélèvement a été reçu par le CRBB

En 2022/23, le Réseau canadien de transfert de technologie du bœuf s'est enrichi à plus de 150 membres, dont beaucoup participent à une réunion annuelle pour faciliter davantage la communication et la collaboration.

Le CRBB a également continué à soutenir les réseaux de surveillance prioritaires liés aux maladies limitant la production et à la résistance et l'utilisation des antimicrobiens. En 2022/23, le financement de trois projets de surveillance ainsi que du Réseau canadien de référence des coûts de production vache-veau se poursuit.

Le CRBB continue de superviser la mise en œuvre du programme **Verified Beef Production Plus (VBP+)**. VBP+ a continué à faire progresser les objectifs de formation des producteurs et la prestation de services de certification à la ferme par l'intermédiaire de VBP+ Delivery Services Inc. Les services de certification de VBP+ Inc. ont connu une baisse des demandes de certification et une augmentation des retraits au cours du cycle d'audit en 2022/23. Bien qu'une partie de ce déclin puisse être attribuée aux conditions de sécheresse à travers l'Ouest canadien et aux producteurs qui quittent l'industrie au niveau vache/veau, la plupart des commentaires reçus indiquent une augmentation de l'apathie des producteurs en raison de l'absence de retour sur investissement anticipé. VBP+ et VBP+ Inc. ont plaidé avec force et fourni des données documentaires tout au long de la dernière partie de 2022 et du début de 2023 en vue de repenser les modèles d'incitation, en particulier au niveau vache/veau. L'introduction de nouveaux incitatifs liés au Cadre de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable et de nouveaux incitatifs provinciaux par l'entremise des Partenariats canadiens pour une agriculture durable en Saskatchewan ont contribué à un léger regain d'intérêt des producteurs pour la certification et à une réduction des retraits du programme.

Le rapport complet des résultats du CRBB est disponible ici: **https://www.beefresearch.ca/about/reports/**

« Le CRBB a continué à soutenir la mise en œuvre d'une capacité de recherche à long terme en 2022/23. »

Mobilisation du public et des intervenants

L'exercice 2022-23 a marqué la quatrième année de financement complet du programme de mobilisation du public et des intervenants (MPI).

Investissement total : 995 680 $

La gestion des enjeux nationaux et le contenu proactif qui mettent en évidence les avantages de l'élevage de bovins de boucherie au Canada sont restés au cœur du programme, ainsi que la création d'outils, de ressources et de formations pour la défense de l'industrie du bœuf et le développement de partenariats stratégiques. Ensemble, ces tactiques sont conçues pour améliorer l'image publique de l'élevage bovin et pour souligner les avantages sociétaux positifs du bœuf.

Le leadership en matière de réponse à la question de la confiance du public a été mis en œuvre sur des dossiers régionaux et nationaux. Des supports de communication destinés aux enfants et encourageant la réduction de la consommation de viande rouge ont fait l'objet d'une réponse, en collaboration avec les associations provinciales de producteurs de bœuf et de produits laitiers, en fournissant des informations sur les avantages environnementaux de l'élevage de bovins de boucherie au Canada. Un reportage radio de la CBC sur l'utilisation d'antibiotiques chez les bovins contribuant à la résistance aux antimicrobiens a été contesté en collaboration avec le Dr Tim McAllister, expert en recherche. MPI s'est également associé au Dr Kim Stanford pour **rédiger un éditorial en réponse** à une recherche publiée par l'organisation Protection mondiale des animaux, soulignant le fait que le Canada pourrait en fait voir ses émissions augmenter avec la réduction de la consommation de viande rouge.

Le méthane continue d'être l'un des principaux sujets de critique pour l'industrie bovine, la réduction de ce puissant gaz à effet de serre étant considérée comme une solution rapide pour atténuer le changement climatique. Le gouvernement fédéral a publié la Stratégie canadienne sur le méthane en septembre 2022 et a identifié les ruminants (principalement les bovins de boucherie) comme la troisième plus grande source de méthane. La même semaine, **nous avons créé une courte vidéo** avec l'experte Dre Karen Beauchemin d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (qui a récemment pris sa retraite), qui explique en quoi le cycle du méthane biogénique diffère de celui du dioxyde de carbone.

L'équipe de MPI a travaillé avec le Dr Sylvain Charlebois, une voix largement consultée sur les questions relatives à l'industrie alimentaire, pour souligner les raisons pour lesquelles le bœuf haché devrait continuer à être essentiel pour les Canadiens en tant qu'aliment sain à ingrédient unique. Les dix

principaux articles que le Dr Charlebois a rédigés ou sur lesquels il a été interviewé sur le sujet ont atteint plus de 30 millions d'engagements au Canada.

L'élaboration d'outils, de ressources et de formations pour permettre aux défenseurs de l'industrie d'agir est un objectif clé pour renforcer la confiance des consommateurs envers le bœuf. Les fiches d'information ont été mises à jour, traduites en français et distribuées aux intervenants internes à la fin de l'exercice. Des messages clés continuent d'être créés et partagés sur une variété de sujets afin de préparer les porte-parole à l'échelle nationale et régionale. Le programme **Beef Advocacy Canada** continue de voir de nouveaux inscrits et diplômés et a été promu auprès des producteurs au début de l'année par le biais d'une campagne imprimée et par courriel avec le Canadian Cattlemen's Magazine.

Le soutien continu du Prix de l'intendance environnementale (TESA) s'est traduit par une formation aux médias pour tous les candidats régionaux avant l'annonce du récipiendaire national. Cette formation a été suivie d'un événement médiatique au cours duquel les candidats ont présenté leurs efforts en matière de durabilité à la ferme et ont répondu à des questions, dans le but d'amplifier la reconnaissance publique de ce programme. Par ailleurs, une formation médiatique a été proposée à 16 porte-parole du secteur, dont des producteurs primaires, des chercheurs et des vétérinaires, afin de s'assurer que nous disposons d'experts en la matière dans tous les domaines. Le personnel de MPI a également participé à une formation à la constitution d'équipes et à la communication qui a mis en évidence les points forts des différents types de personnalité et les synergies croissantes.

Les partenariats nationaux et mondiaux sont essentiels pour la collaboration sur les questions de confiance du public et de communication avec les consommateurs. Le soutien continu de MPI au Centre canadien pour l'intégrité des aliments (CCIA) permet d'accéder à la recherche annuelle sur la confiance du public dans le système alimentaire et de collaborer à des projets de communication destinés au public, tels que "Its good Canada" (C'est bon, Canada). L'année 2022 a été la deuxième année d'un partenariat avec la Global Meat Alliance, qui s'efforce de faciliter le partage d'informations et la collaboration à l'échelle internationale, notamment à l'occasion d'événements tels que la COP

CHIFFRES CLES

16

personnes ont bénéficié d'une formation aux médias dans le cadre du Prix de l'intendance environnementale

30 millions

d'engagements sur les 10 premiers articles présentant le Dr Sylvain Charlebois sur le fait que le bœuf haché est un aliment de base à ingrédient unique

CANADIAN BEEF™

CHIFFRES CLES

150 000
visionnements du documentaire « Too Close to Home » sur Facebook et Youtube

2,2 millions
millions d'impressions de la campagne publicitaire numérique « Get Both Sides »

5 influenceurs
ont visité 6 fermes et ranchs à travers le Canada pour la campagne « Good for You, Great for Canada »

(Conférence des Parties) et le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires. Par ailleurs, Amie Peck, gestionnaire du MPI, a continué à présider le Conseil des communications de la Table ronde mondiale pour un bœuf durable.

Des actions de sensibilisation du public, y compris des campagnes de communication à multiples facettes, ont été menées tout au long de l'année pour souligner les avantages de l'élevage de bovins de boucherie au Canada. **Too Close to Home, le deuxième documentaire du programme MPI**, a mis en lumière le rôle des bovins dans l'atténuation des risques d'incendie de forêt pour les communautés de la Colombie-Britannique. L'événement du lancement en avril a réuni des experts de la recherche, du gouvernement et de la production primaire, et le film a déjà été visionné plus de 150 000 fois sur Facebook et YouTube. La couverture médiatique a été assurée par des publications environnementales de premier plan telles que **The Narwhal** et the **Tyee**, ainsi que par le National Observer, Eat North et bien d'autres encore.

En avril, l'équipe du progamme MPI a lancé une campagne de six semaines intitulée Get Both Sides, dont le slogan était « Love Beef ? And the environment ? » Les annonces numériques ont été diffusées sur des sites Web ciblant notre public incontournable de femmes du millénaire et ont été ciblées géographiquement pour nos régions prioritaires de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Avec plus de 2,2 millions d'impressions et 3 300 clics sur le site Web, qui met en évidence les projets de communication proactifs de MPI, notamment « Too Close to Home » et « Guardians of the Grasslands », la campagne a été un grand succès.

La MPI s'est également associée à Bœuf Canada et à la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD) pour une autre itération de **Cooking By Degrees** avec le Toronto Star. Présentant des recettes de chefs d'universités et de collèges, ainsi qu'un profil d'un producteur de bœuf local, ces articles imprimés et numériques ont eu une grande portée. Le fait que toutes les recettes soulignaient la polyvalence du bœuf haché a également été un avantage, car la campagne s'est déroulée en même temps que l'accent mis par l'industrie sur les avantages nutritionnels du bœuf haché auprès du public canadien. L'équipe de la MPI a été particulièrement heureuse de voir Cooking By Degrees **récompensée par le prix de la Meilleure** campagne publicitaire au Canadian Agri-Marketing Awards en novembre 2022, validant ainsi le travail de toutes les organisations nationales qui ont uni leurs efforts en matière de communication.

Au cours de l'été 2022, la MPI a poursuivi sa collaboration avec Bœuf Canada dans le cadre

Des actions de sensibilisation du public, y compris des campagnes de communication à multiples facettes, ont été menées tout au long de l'année pour souligner les avantages de l'élevage de bovins de boucherie au Canada. »

d'une campagne d'influence nationale visant à mettre en évidence les avantages environnementaux de l'élevage de bovins de boucherie au Canada. Intitulée **« Good for You, Great for Canada »**, la campagne a permis à cinq influenceurs différents de visiter six fermes et ranchs à travers le Canada. Les vidéos mettent en lumière la prévention des feux de forêt, les prairies indigènes, le pâturage en rotation, la restauration des écosystèmes et l'habitat faunique, et ont recueilli plus de 70 000 vues sur Instagram et 659 000 vues sur YouTube. Le programme MPI a également lancé ses propres chaînes **Instagram** et **TikTok** au milieu de l'été, visant à renforcer la confiance du public dans la façon dont les bovins de boucherie sont élevés, attirant plus de 2 000 adeptes au cours des premiers mois.

Enfin, le documentaire « Guardians of the Grasslands » et les messages connexes ont continué à trouver de nouveaux publics et à accroître la reconnaissance des contributions environnementales de l'industrie du bœuf. À l'automne dernier, le film a été projeté lors de la COP27 (axée sur le changement climatique) et de la COP15 (axée sur la biodiversité) en Égypte et à Montréal. dans le cadre de la campagne du gouvernement fédéral sur **les solutions fondées sur la nature**, et notamment la façon dont les éleveurs et les producteurs de bœuf sont essentiels à leur préservation.

Autre première pour le programme, le **jeu Guardians of the Grassland**s a été lancé dans les salles de classe de l'Alberta en février 2023. Ce jeu permet aux élèves de gérer une parcelle de prairies indigènes avec des bovins, de gagner des points carbone et des espèces sauvages, et d'apprendre comment l'habitat est amélioré et maintenu grâce au pâturage. En mars 2023, le jeu avait déjà été joué plus de 500 fois et nous sommes impatients d'étendre cette ressource à la plupart des provinces du Canada.

Le rapport complet sur les résultats de la Mobilisation du public et des intervenants est disponible ici: **https://www.cattle.ca/about-us/annual-reports**

Investissement provincial

2 182 165 $
Investissement provincial total

Les programmes d'allocation provinciaux sont actuellement mis en œuvre par sept associations provinciales de bovins qui allouent un pourcentage des prélèvements à leur propre province pour entreprendre des activités de recherche, de développement du marché et de promotion dans leur propre province. Les investissements doivent promouvoir la commercialisation et la production de bovins de boucherie, de bœuf, de produits à base de bœuf et de veau, ou mener et promouvoir des activités de recherche liées à ces produits. Pour obtenir des informations plus détaillées sur les projets, veuillez contacter directement votre association provinciale des bovins.

Manitoba Beef Producers

90 636 $
Investissement provincial total

Le Manitoba Beef Producers (MBP) a entrepris des activités de recherche liées à la production qui investissent l'argent des prélèvements directement dans la recherche axée sur les producteurs, ainsi qu'un programme de promotion et de sensibilisation de la confiance du public visant à combler l'écart entre le public et la production de bœuf.

Étude sur les tiques de l'Université du Manitoba

Des facteurs environnementaux tels que les changements dans l'utilisation des sols et le changement climatique ont entraîné des modifications dans la répartition géographique de nombreuses espèces végétales et animales, y compris des parasites tels que les tiques, et des agents pathogènes qu'ils peuvent transporter. Ce projet visait à approfondir les connaissances sur la relation entre les différents types de pâturages et l'exposition du bétail et des travailleurs à deux espèces de tiques. Actuellement, les chercheurs ont atteint leurs objectifs en matière de collecte de données et sont en train d'analyser les résultats de la recherche. Un article de journal revu par un comité de lecture est attendu avant la fin de l'année 2023, et les résultats seront diffusés depuis le milieu universitaire jusqu'à l'exploitation agricole. Le MBP contribuera à hauteur de 15 000 $ par année pendant trois ans, 2022/23 étant la dernière année.

Les bovins : Une solution basée sur les systèmes naturels

Il est essentiel de produire des informations scientifiques sur le rôle des bovins en tant que solution naturelle au changement climatique et de les partager avec les consommateurs, car beaucoup d'entre eux ne sont pas conscients des implications de leurs choix alimentaires sur la durabilité environnementale du système alimentaire, ainsi que sur la sécurité alimentaire future. L'objectif du projet du MBP à une solution de systèmes naturels était de démontrer la valeur des bovins en tant que solution naturelle, et tous les principaux objectifs ont été atteints. Les avantages environnementaux du remplacement d'une quantité équivalente de céréales par des pommes de terre sont principalement liés à la préservation des terres arables et à l'évitement des émissions potentielles des décharges. L'inclusion des pommes de terre a permis de réduire les émissions de GES, principalement grâce à la réduction des émissions provenant des intrants en amont et des activités de culture céréalière à la ferme, mais les différences régionales et les choix méthodologiques ont une incidence sur l'ampleur de la réduction. En outre, la modélisation des aliments non conventionnels pourrait constituer une première étape pour répondre à l'intérêt croissant pour les aliments alternatifs destinés aux bovins de boucherie au Canada et ailleurs, en tant que stratégie d'adaptation au changement climatique. La bibliothèque des aliments pour animaux du Manitoba fournit des informations précieuses sur la disponibilité des sous-produits dans la province. Grâce à l'application de calcul des déchets alimentaires, un producteur peut identifier et calculer la viabilité économique associée à l'utilisation de sous-produits par rapport aux ingrédients traditionnels de l'alimentation animale. Ces informations sont précieuses pour l'industrie du bœuf qui s'efforce d'atteindre les objectifs ambitieux de réduction de 30 % des émissions de GES d'ici à 2030..

Projet pilote sur la prédation du bétail

Un programme d'investissement provincial du MBP continue d'explorer la prédation dans le cadre d'un projet pilote de trois ans visant à réduire les pertes de bétail et les pertes économiques dues à la prédation par les animaux sauvages. Ce projet est ciblé sur les régions de la province où les problèmes de prédation du bétail sont les plus urgents et les plus coûteux ou

Les événements de vulgarisation et l'engagement avec les producteurs sont une mesure clé du programme MBFI et, au cours de la dernière année fiscale, le MBFI s'est engagé avec plus de 5 000 acteurs de l'industrie et étudiants. »

sont en train d'émerger. De plus, le projet est conçu pour améliorer les stratégies de prévention et d'atténuation des pertes de bétail causées par la prédation, dans le but de réduire les pertes de bétail dues à la prédation (y compris les décès de bétail, les blessures au bétail et les coûts économiques et d'opportunité associés), ainsi que de réduire l'exposition du Manitoba à une responsabilité future pour les paiements effectués dans le cadre du programme d'indemnisation des dommages causés par la faune du Manitoba (Manitoba Wildlife Damage Compensation Program). L'année dernière, plus de 100 projets d'atténuation des risques ont été mis en œuvre avec la participation de 46 producteurs. Le projet a également permis d'installer des enclos résistants aux prédateurs et aux animaux morts pour étude, des lumières pour renards, des projets de GPS pour le bétail, et toute une série de matériels de communication ont été développés. Au total, 99 % des producteurs participants ont répondu à une enquête sur les résultats de leur participation, et les réponses seront incluses dans le rapport final du projet.

Initiatives du Manitoba en matière de bœuf et de fourrage

Dans le cadre d'une stratégie manitobaine visant à impliquer la communauté des chercheurs, une partie du financement fourni par l'investissement provincial du prélèvement national sur le bœuf sert à soutenir les programmes de la Manitoba Beef and Forage Initiative (MBFI) (initiative sur le bœuf et le fourrage au Manitoba) qui ont une valeur nationale pour l'industrie du bœuf. Les événements de vulgarisation et l'engagement avec les producteurs sont une mesure clé du programme MBFI et, au cours de la dernière année fiscale, le MBFI a interagit avec plus de 5 000 acteurs de l'industrie et étudiants. Cet engagement s'est fait par le biais d'ateliers en personne et en mode virtuel, de visites de terrain, d'activités de formation, de salons et de conférences. Ils ont également publié de nombreux articles dans diverses publications et produit un podcast mensuel.

Activités liées à la confiance du public

Les programmes liés à la confiance du public de MBP visent à susciter un engagement plus fort auprès du public. L'organisation est presque prête à dévoiler son nouvel espace rafraîchi au Bruce D. Campbell Farm and Food Discovery Centre, une destination amusante et passionnante avec des expositions, des programmes publics et des événements qui explorent l'agriculture et la production alimentaire modernes. et la science et la technologie qui fournissent des aliments sains et durables au Manitoba et au reste du monde. Une fois l'installation terminée au début de juin, cet espace fournira plus de renseignements sur l'interconnexion de la production de bœuf avec l'environnement et s'appuiera davantage sur l'objectif de MBP d'accroître la confiance du public par l'engagement direct. Le Discovery Centre, situé à 15 minutes au sud de Winnipeg, présente des expositions interactives sur tous les aspects de la production alimentaire, de l'agriculture à la commercialisation, en passant par la vente au détail et l'alimentation. Le Centre cherche également à renforcer les réseaux et les partenariats pour sensibiliser le public aux questions de durabilité, de sécurité alimentaire et de modes de vie sains.

Beef Farmers of Ontario

434 881 $
Investissement provincial total

Livestock Research and Innovation Corporation (LRIC)

La Livestock Research and Innovation Corporation (LRIC) aide à gérer les appels d'offres et les lettres d'intention en matière de recherche et d'innovation pour les membres, y compris la stratégie de recherche et d'investissement de BFO. Ce service offre un moyen plus abordable et plus rationnel de gérer le financement de la recherche de BFO, la gestion des projets, l'évaluation des rapports et les activités de diffusion et de vulgarisation. L'adhésion à LRIC permet également à BFO d'accéder au système de recherche SmartSimple, lequel coordonne la recherche dans tous les secteurs de l'élevage en Ontario entre l'industrie, le gouvernement et l'Université de Guelph. Cela permet à BFO d'accéder à un formidable outil de gestion de la recherche, ainsi qu'à une base de données sur les projets de recherche financés dans le domaine du bœuf et leurs résultats. Le système nous aide à éviter les doubles financements entre les secteurs et à promouvoir la collaboration croisée tout en maintenant les coûts à un niveau bas.

Le LRIC fournit au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario (MAAARO) une voix claire et unifiée sur les priorités de recherche pour les secteurs de l'élevage de la province, ce qui permet de documenter les priorités de financement pour les programmes de recherche financés par la province. Il s'agit d'un service inestimable qui garantit que les priorités du secteur bovin en matière de recherche, tant au niveau provincial que national, sont communiquées régulièrement aux organismes de financement provinciaux.

L'un des principaux résultats attendus pour 2022 était d'accroître la vulgarisation et la diffusion des résultats de la recherche sur le bœuf auprès de tous les bailleurs de fonds de la province, y compris BFO. Les activités de vulgarisation et de diffusion pour le secteur bovin fournies par LRIC ne seraient pas possibles si BFO n'était pas membre de l'organisation.

LRIC, en partenariat avec BFO, s'est également engagée à mettre la recherche en pratique. La diffusion des résultats de la recherche était fortement liée à la vulgarisation et à la communication des résultats de la recherche sur le bœuf du nouveau Centre de recherche sur le bœuf de l'Ontario à Elora, d'une valeur de 25 millions de dollars. Bien que BFO ait prévu un plus grand nombre de projets de communication découlant du travail effectué, ils ont explicitement ajouté cet objectif au plan d'affaires 2023/24 pour ce projet en tant que priorité.

Par l'intermédiaire de la LRIC, 37 propositions de recherche ont été soumises et 11 lettres d'intention ont été reçues par BFO pour le financement de la recherche. BFO a également travaillé par le biais de la LRIC avec plusieurs autres intervenants du secteur du bœuf pour élaborer des priorités de recherche, explorer d'autres projets de recherche, tels que l'utilisation des peaux de ruminants comme aliments pour le bétail monogastrique, et s'est associé aux intervenants de l'industrie pour fournir plus de 75 000 $ de fonds de subvention pour des projets de recherche intersectoriels.

BFO s'est assuré que les résultats de la recherche menée par le biais de la LRIC étaient bien communiqués aux intervenants. Il s'agit notamment de nombreux articles en ligne et imprimés, de livres blancs et d'un ensemble de cinq webinaires de la série Horizon, axés sur divers aspects de la production animale en Ontario.

Grappe scientifique sur le bœuf durable et les fourrages

BFO a investi directement dans la Grappe scientifique sur le bœuf durable et les fourrages du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB).

La Grappe scientifique sur le bœuf durable et les fourrages est un partenariat entre Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et le Conseil de recherches sur les bovins de boucherie (CRBB) visant à garantir que des investissements proactifs et stratégiques dans la recherche sont alloués aux programmes qui ont le plus grand potentiel pour faire progresser le secteur canadien des bovins de boucherie. Cette grappe s'appuie sur le succès de la première (2009-2013) et de la deuxième (2013-2018) grappes scientifiques sur les bovins de boucherie. Les projets de la troisième grappe feront progresser la science des grappes précédentes et s'attaqueront aux menaces et aux possibilités actuelles et prévues pour la production de bœuf au Canada. Les investissements se concentrent sur un portefeuille de recherche qui contribue à la capacité de l'industrie à répondre à la demande mondiale croissante de bœuf de haute qualité et sûr grâce à des pratiques de production responsables et rentables qui soutiennent un avenir durable pour l'industrie canadienne des bovins de boucherie.

De plus amples informations sur ce projet sont disponibles dans le rapport annuel du CRBB.

Promotion du bœuf et engagement des consommateurs en Ontario

Les fonds retournés par l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf ont aidé à soutenir l'investissement de BFO dans l'engagement des consommateurs et les programmes et activités de promotion du bœuf. Il s'agit d'une priorité stratégique permanente dans laquelle BFO investit chaque année.

Le programme met l'accent sur les activités et les initiatives qui s'adressent directement aux consommateurs afin de susciter l'enthousiasme autour de l'industrie bovine de l'Ontario, de mieux faire connaître les avantages du bœuf, d'augmenter la demande de bœuf et de susciter la confiance dans la production et la consommation de bœuf.

Grâce à ces initiatives, BFO a pu générer 152 articles de presse axés sur le bœuf et l'environnement, touchant plus de 4,4 millions de personnes. Une partie du succès médiatique comprenait une tribune libre sur une histoire reprise par le Financial Post et ses 87 agences de presse, y compris l'édition imprimée du National Post, qui a suscité plus de 15 millions d'impressions.

La campagne d'influenceurs de BFO s'est concentrée sur le bœuf et l'environnement et a mis en vedette trois influenceurs générant du contenu à partager avec plus de 4,4 millions d'abonnés pendant et après une visite d'une ferme d'élevage bovin axée sur la gestion des terres agricoles.

Les deux vidéos de 15 secondes créées par BFO et axées sur la création de délicieux repas nutritifs à base de bœuf à la maison en Ontario ont été diffusées pendant cinq semaines à l'automne et ont généré plus de neuf millions d'impressions sur YouTube, AppleTV, Roku et Amazon Fire. Les vidéos s'adressaient aux adultes âgés de 25 à 44 ans et ont été diffusées pendant des émissions de télévision et des émissions en diffusion Web très populaires.

Au total, les fonds investis provenant des investissements provinciaux du prélèvement national sur les bovins de boucherie représentaient 63 % de l'investissement total dans le domaine de l'engagement des consommateurs, et les activités collectives ont généré plus de 80 millions d'impressions.

« Les fonds retournés par l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf ont aidé à soutenir l'investissement de BFO dans l'engagement des consommateurs et les programmes et activités de promotion du bœuf. »

Veal Farmers of Ontario

148 861 $
Investissement provincial total

L'objectif principal de la campagne annuelle Ontario Veal Appeal est de stimuler la demande de veau de l'Ontario. Le public cible est le consommateur qui achète et mange déjà du veau, ce qui soutient la stratégie visant à encourager des repas supplémentaires à base de veau, que ce soit à la maison ou dans un restaurant.

VFO a mis en œuvre plusieurs programmes de marketing à l'intention des consommateurs afin de stimuler la demande de viande de veau de l'Ontario. Ces programmes visaient à trouver un équilibre entre le fait d'encourager les consommateurs à commander du veau dans leur restaurant préféré et le fait qu'ils soient à l'aise de cuire du veau à la maison.

VFO a été en mesure de relancer la recherche du meilleur sandwich au veau de l'Ontario après un retard dû à la COVID-19. Le concours s'est déroulé sous la forme d'un tournoi et la finale a eu lieu à Toronto, au marché agricole historique St. Lawrence, en juin 2022.

L'organisation a également atteint ses objectifs stratégiques en travaillant avec le chef Ted Reader, gourou du barbecue, pour développer de nouvelles recettes de veau pour le barbecue. Les mois d'été sont une période de faible demande et VFO a continué à inspirer les consommateurs à mettre le veau sur le gril pour aider à stimuler la demande pendant cette période de vente plus lente. En outre, VFO a collaboré avec le chef Reader pour organiser un concours en ligne avec les consommateurs afin de les encourager à partager des photos et des vidéos de leur veau sur le barbecue.

VFO a également été en mesure d'obtenir des fonds supplémentaires du Programme pour la croissance communautaire du MAAARO afin d'élaborer une campagne visant à mettre en évidence les nombreuses fêtes différentes célébrées par les Ontariens, en particulier après la pandémie. Des influenceurs des médias sociaux et des blogueurs culinaires ont collaboré à la campagne « Célébrons ensemble à nouveau » pour développer de nouvelles recettes basées sur leurs origines ethniques et leurs cultures. La campagne intégrée comprenait des canaux médiatiques numériques, imprimés et radiodiffusés. L'idée sous-jacente à la campagne était qu'un repas spécial méritait une coupe spéciale de veau de l'Ontario.

« VFO a mis en œuvre plusieurs programmes de marketing à l'intention des consommateurs afin de stimuler la demande de viande de veau de l'Ontario. »

Les Producteurs de bovins du Québec

Les Producteurs de bovins du Québec

1 401 056 $
Investissement provincial total

Les Producteurs de bovins du Québec (PBQ) perçoivent des redevances basées sur différentes catégories de bovins et prévoient d'investir leurs allocations provinciales dans des catégories de bovins/bœuf également. L'association attribue 100 % des prélèvements nets à sa province.

Programmes relatifs aux veaux d'engraissement

PBQ a continué à mettre l'accent sur les stratégies de marketing et de recherche afin de maintenir et de développer le secteur des veaux d'engraissement au Québec. Des stratégies de marketing et de gestion des ventes aux enchères ont été mises en œuvre pour assurer une forte demande pour les bovins d'engraissement du Québec, y compris de nouvelles installations virtuelles en direct et l'amélioration d'autres canaux de communication.

L'association a cherché à renforcer les relations entre les producteurs et les acheteurs de bœuf pour les installations de transformation, car le désir d'acheter des animaux provenant de la même exploitation s'est accru. PBQ s'est efforcé d'organiser des événements permettant aux acheteurs de rencontrer les producteurs locaux et continuera à soutenir la mise en relation des transformateurs avec de bœuf local.

Programmes relatifs aux bovins d'abattage

Afin de soutenir les bonifications et la confiance des consommateurs, une résolution a été adoptée au PBQ qui rendra obligatoire la certification VBP+ pour toutes les exploitations de bovins d'engraissement. Cela permettra également de créer une cohérence au sein du secteur, afin de s'adapter à l'évolution des signaux du marché et de promouvoir la durabilité de la production de bœuf au Québec. La certification obligatoire entrera en vigueur en janvier 2025.

Le secteur des bovins d'abattage a également entrepris une évaluation de la production de bovins croisés Holstein et de la valeur qu'elle apporte à l'industrie bovine québécoise. La recherche est en cours d'évaluation et aidera les producteurs à comprendre les possibilités qui pourraient se présenter dans l'élevage de bovins laitiers, ainsi qu'à développer des experts dans la production de bovins Holstein.

« PBQ a continué à mettre l'accent sur les stratégies de marketing et de recherche afin de maintenir et de développer le secteur des veaux d'engraissement au Québec. »

Programmes relatifs au secteur du veau

Au Québec, le segment du secteur du veau associé au veau lourd d'abattage comprend la production de veau de grain et de veau de lait. Les exploitations engagées dans la production de veaux lourds d'abattage opèrent dans un environnement commercial nord-américain très concurrentiel et doivent également faire face aux importations de viande de veau en provenance d'Europe et d'Océanie, dont l'impact n'est pas bien connu.

Le secteur du veau a organisé régulièrement des sessions de formation par le biais de webinaires et de journées de formation sur divers sujets tels que la gestion des risques, l'incertitude du marché, l'achat d'aliments pour animaux et la formation à la biosécurité. Ces possibilités de formation permettent aux producteurs de veau de prendre des décisions éclairées concernant leurs activités et les aident à fonctionner de manière rentable, sûre et efficace.

Le secteur a également consacré beaucoup de temps à l'élaboration d'un système innovant de classement des carcasses de veau à l'échelle commerciale. Ce système fournira une mesure de la viande maigre ou vendable (rendement) dans les carcasses de veau et sera utile lors de l'attribution de la valeur commerciale et du tri des carcasses. Des chercheurs du Québec et de l'Alberta ont collaboré avec PBQ pour recommander une règle de classement, qui fournira une méthode éprouvée et efficace déjà utilisée dans l'industrie bovine.

Un autre projet important dans le secteur du veau a été l'élaboration du Programme canadien de salubrité des aliments à la ferme pour le veau, ou le Programme veau vérifié, lequel a été conçu pour donner aux agriculteurs un moyen de répondre aux demandes des consommateurs qui souhaitent que leurs aliments soient produits en toute sécurité. Ce programme continue de fournir des garanties mesurables permettant aux consommateurs d'être rassurés sur la qualité du veau qu'ils consomment.

Programmes relatifs aux bovins de réforme et aux jeunes veaux

Au cours de la dernière année, le secteur des bovins de réforme s'est engagé dans un exercice de réflexion stratégique sur le développement des marchés pour les bovins de réforme. Le secteur a fait appel à un cabinet de conseil en marketing stratégique spécialisé dans le secteur agroalimentaire québécois. L'objectif de cette initiative était de déterminer une stratégie qui permettrait d'aborder efficacement les questions liées au marketing, telles que la promotion du bœuf provenant des bovins de réforme du Québec, la promotion des éleveurs locaux et de leur contribution au Québec, l'élaboration d'une stratégie de communication commune, la stabilité des prix et de la demande pour les bovins de réforme, l'amélioration des négociations avec les partenaires et les distributeurs potentiels et le remplacement du bœuf importé sur le marché du Québec.

Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick

40 185 $
Investissement provincial total

Amélioration génétique avancée

Les Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick ont continué d'investir dans l'amélioration des troupeaux de bovins de boucherie au Nouveau-Brunswick grâce à l'avancement génétique. Le potentiel génétique renforcé du cheptel bovin permet de réduire les coûts des intrants alimentaires, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de maximiser le rendement et la rentabilité des carcasses, ce qui améliorera la compétitivité du bœuf sur le marché des protéines. Le projet comprenait un plan complet de communication et de sensibilisation, élaboré et déployé en partenariat avec le Maritime Beef Council, pour le secteur du bœuf du Nouveau-Brunswick. Au total, 101 demandes d'amélioration génétique et 76 demandes de renouvellement de troupeaux ont été approuvées pour mise en œuvre.

Planification de la gestion des urgences

Le EBNB a également collaboré avec les intervenants du secteur de l'élevage et de l'industrie au Nouveau-Brunswick pour élaborer un plan d'action de gestion des urgences, et a formé les intervenants en vue d'un déploiement si nécessaire. La préparation d'une gestion efficace de l'industrie en cas d'apparition d'une maladie animale étrangère garantit que le secteur provincial du bœuf peut contribuer efficacement à la gestion de la crise, limitant ainsi les répercussions négatives sur l'ensemble du secteur canadien du bœuf. Tous les secteurs de l'élevage se sont réunis pour tester le plan d'action, et les associations ont convenu que les plans peuvent être bien exécutés en cas d'urgence.

« Les Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick ont continué d'investir dans l'amélioration des troupeaux de bovins de boucherie au Nouveau-Brunswick grâce à l'avancement génétique. »

Possibilités d'assurance récolte pour le fourrage

EBNB a commencé à explorer les possibilités de déploiement d'un réseau de surveillance du rendement des fourrages afin de collecter des données annuelles dans diverses régions de la province pour soutenir un indice de rendement des fourrages qui peut informer le développement d'un programme d'assurance des fourrages dans l'avenir. Actuellement, le Nouveau-Brunswick est la seule province qui ne dispose pas d'un programme d'assurance sur le rendement des fourrages, ce qui désavantage considérablement les producteurs par rapport à ceux des autres provinces qui peuvent couvrir les pertes de production de fourrages liées aux conditions météorologiques. Ce projet est en cours.

Plan de gestion des pâturages

L'amélioration des systèmes de gestion des pâturages et l'allongement de la saison de pâturage étaient l'objectif de l'investissement d'EBNB dans la planification de la gestion des pâturages. En promouvant les systèmes avancés de gestion des pâturages déployés par les groupes agricoles provinciaux et nationaux, l'EBNB peut accroître la rentabilité des secteurs de l'élevage vache-veau et de l'élevage de bovins de long engraissement. Sept programmes de gestion des pâturages ont été approuvés cette année.

Assurance sur le prix des bovins

L'EBNB a soutenu la promotion et la formation pour le programme d'assurance des prix du bétail dans la province. Le soutien et l'adoption de ce programme favorisent la croissance de l'industrie à long terme. L'année dernière, plus de 70 participants à des groupes de discussion se sont exprimés sur le sujet dans six endroits de la province. Ce projet a été mené en collaboration avec le Maritime Beef Council.

Un soutien supplémentaire a été apporté au Maritime Beef Council – Initiatives maritimes combinées ci-dessous.

Nova Scotia Cattle Producers

43 485 $
Investissement provincial total

Programme de marketing sur la génétique

L'une des pierres angulaires de la stratégie de développement et d'expansion de l'industrie bovine des Maritimes est l'amélioration des évaluations génétiques et des performances des troupeaux, et la Nouvelle-Écosse abrite la seule station publique d'évaluation génétique du Canada atlantique. Chaque année, plus de 100 taureaux provenant de toute la région sont testés pour des caractéristiques de performance telles que le gain journalier moyen (GJM) et l'ingestion alimentaire résiduelle (IAR). Ce projet vise à encourager les éleveurs à faire évaluer leurs taureaux et à améliorer la connaissance et l'achat de taureaux sélectionnés sur la base de mesures de performances génétiques. L'industrie du bœuf bénéficie de la croissance du secteur du bœuf des Maritimes, ainsi que de l'augmentation de la productivité et des connaissances des producteurs. Cette année, 22 producteurs ont participé au programme Elite Sire.

Surveillance et amélioration des sols et des fourrages

La gestion et l'amélioration des fourrages et des sols constituent un élément important de la production de bœuf au Canada, et le NSCP investit dans des stratégies axées sur ces domaines. Le NSCP a travaillé en étroite collaboration avec des chercheurs et des spécialistes de la vulgarisation pour recueillir et analyser les données relatives aux objectifs du projet. Vingt-quatre producteurs de la province ont participé au projet, et 152 analyses de sol ont été réalisées dans toute la province. Ce programme de surveillance et d'amélioration est en cours.

Engagement en matière de nutrition

Le NSCP a collaboré avec une diététicienne agréée pour inciter les professionnels, les enseignants et les consommateurs à organiser des séances d'information et des démonstrations ciblées et de petite envergure. L'objectif de ce projet était de sensibiliser les producteurs de bœuf et les consommateurs aux avantages d'inclure le bœuf dans un régime alimentaire sain. Dans la deuxième partie du projet, la diététicienne a organisé des ateliers et des démonstrations lors de réunions de producteurs afin de présenter des plans d'alimentation saine pour les agriculteurs pendant les périodes de forte activité. L'association a organisé quatre sessions d'engagement et continue à développer des ressources à partager avec d'autres associations provinciales de bovins.

Projet pilote de pré-conditionnement

NSCP a continué d'investir dans un projet pilote de pré-conditionnement des bovins à la ferme afin d'améliorer la santé des troupeaux de bovins dans la province en augmentant la quantité et la qualité des vaches reproductrices vaccinées et des veaux d'engraissement préconditionnés. Le projet a été divisé en plusieurs initiatives, notamment la communication et l'éducation, la formation à la ferme, l'introduction de nouveaux services de pré-conditionnement, la mise en place d'une équipe de traitement des bovins à la ferme et la réalisation d'une analyse du seuil de rentabilité pour la prestation de services. Cette année, le projet a traité 658 têtes dans 16 fermes réparties dans cinq des six zones désignées de la province. Une modification a également été apportée à la cage de contention portable pour faciliter le transport routier.

Un soutien supplémentaire a été apporté au Maritime Beef Council – Initiatives maritimes conjointes ci-dessous.

« L'industrie du bœuf bénéficie de la croissance du secteur du bœuf des Maritimes, ainsi que de l'augmentation de la productivité et des connaissances des producteurs. »

Prince Edward Island Cattle Producers

23 061 $
Investissement provincial total

Marketing et promotion

En 2022/23, les PEI Cattle Producers (PEICP) avaient prévu de mettre en valeur le bœuf de l'île à travers trois événements : Beef 'n' Blues, Beef 'n' Brews et l'événement Meat 'n' Badaydas. Malheureusement, ces trois événements n'ont pas eu lieu pour diverses raisons, mais les investissements ont été intégrés dans des activités de marketing positives pour promouvoir le bœuf local de l'île.

Une série de publicités radiophoniques a été élaborée en partenariat avec Atlantic Beef Products et diffusée pendant les fêtes de fin d'année sur l'île. L'organisation a également procédé à une refonte complète de son site web peicattleproducers.com afin de créer un lien plus fort entre l'association et ses producteurs, et de commencer à développer une marque organisationnelle plus forte.

Un soutien supplémentaire a été apporté au Maritime Beef Council – Initiatives maritimes conjointes ci-dessous.

« L'organisation a également procédé à une refonte complète de son site web peicattleproducers.com afin de créer un lien plus fort entre l'association et ses producteurs, et de commencer à développer une marque organisationnelle plus forte. »

Conseil du bœuf des Maritimes – Initiatives maritimes conjointes

Le Conseil du bœuf des Maritimes (CBM), qui comprend les éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick (EBNB), le Nova Scotia Cattle Producers (NSCP) et les Prince Edward Island Cattle Producers (PEICP), a présenté un plan conjoint et coopératif visant à accroître la demande, la productivité, la compétitivité et la connectivité en matière de bœuf au sein des trois provinces Maritimes. Le financement de ces programmes conjoints est assuré par les allocations d'investissement provinciales de chacune des trois provinces énumérées ci-dessus.

Mise en œuvre de la stratégie sur le bœuf des Maritimes

La stratégie de développement et d'expansion du secteur du bœuf des Maritimes a été élaborée pour soutenir la croissance de l'industrie du bœuf des Maritimes. En 2022/23, le CBM a réalisé des activités dans le cadre de ce programme, notamment celles énumérées ci-dessous.

Renforcer le professionnalisme dans l'industrie bovine de l'Atlantique

Le CBM vise à accroître le niveau de professionnalisme des producteurs de bœuf de l'Atlantique par le biais d'initiatives en matière de formation, d'éducation et de leadership.

L'École du bœuf de l'Atlantique a été conçue comme un programme de développement professionnel pour les producteurs de bœuf de la région de l'Atlantique. La région dispose d'une richesse de connaissances et de ressources qui sont souvent difficilement accessibles aux producteurs. L'École du bœuf a été conçue comme un programme de 8 modules sur les vaches et les veaux, plus des modules supplémentaires couvrant la production en parc d'engraissement, et a été élargie pour couvrir les besoins émergents en matière de bœuf et de produits laitiers. Ces modules couvrent plusieurs aspects des pratiques de production. L'École du bœuf fonctionne à partir d'une base de données complète sur les meilleures pratiques de gestion que tout producteur peut utiliser dans sa propre exploitation. Le CBM est propriétaire du programme de chacun des modules de l'École du bœuf et peut en modifier ou en ajuster le contenu à sa guise. Cette année, 32 personnes ont participé aux sessions en personne et en ligne. Les réactions des participants ont été extrêmement favorables au contenu du programme. Un module supplémentaire, axé sur le leadership et la défense des intérêts, a été mis à l'essai en 2022/23. Les réactions générales ont été positives et l'élaboration d'un module complet pourrait contribuer à encourager la participation des producteurs au niveau des conseils d'administration provinciaux et nationaux.

Le Congrès du Conseil du bœuf des Maritimes s'est de nouveau tenu en personne à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Quatre-vingt-deux participants ont pris part aux séances qui portaient principalement sur les pratiques de production comme la gestion de l'herbe et des pâturages, la séquestration du carbone et le réseau canadien de référence des coûts de production. Les résultats de l'enquête menée auprès des participants ont révélé des réactions très positives.

« Le CBM vise à accroître le niveau de professionnalisme des producteurs de bœuf de l'Atlantique par le biais d'initiatives en matière de formation, d'éducation et de leadership. »

Déployer des outils de gestion des risques

L'une des limites actuelles à l'expansion du cheptel bovin des Maritimes est le manque d'outils de gestion des risques à la disposition des producteurs de bœuf. À mesure que l'industrie agricole continue d'évoluer, la complexité et les risques augmentent. L'achat et la vente de bovins destinés à la production de bœuf comportent des risques considérables pour les producteurs en raison de la grande volatilité du marché et, à mesure que l'industrie agricole continue d'évoluer, la complexité et les risques augmentent. Le CBM a mis au point plusieurs outils de gestion des risques en collaboration avec AAC au cours de la dernière année. Grâce à ces outils, les provinces atlantiques seront prêtes à déployer toutes les ressources dès que possible. Il y aura de nombreuses occasions de communication pour impliquer les intervenants au fur et à mesure que ce programme et ces ressources seront déployés.

Maximiser l'utilisation des pâturages et des fourrages

Un certain retour à la normale s'accompagne du retour d'événements en personne tels que la Journée des cultures fourragères de l'Atlantique. Pour la première fois depuis 2019, l'événement s'est déroulé en personne à la ferme de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) à Nappan et a attiré 113 personnes de tous les secteurs de l'industrie agricole. La journée sur le terrain a comporté des sessions sur la conception des cellules de pâturage, les défis courants du pâturage dans les maritimes, le pâturage en rotation et le Fonds d'action pour le climat à la ferme (FACF), qui aidera les producteurs à mettre en œuvre des programmes de gestion du pâturage et du fourrage dans leur exploitation. Les commentaires extrêmement positifs sur cette journée ont encouragé la poursuite de cet événement à l'avenir..

Coordination de la chaîne de valeur du bœuf

Cette année encore, le programme d'alignement de la chaîne de valeur comprenait un club de veaux bœuf-lait, ainsi que l'exploration d'options de marketing, le transfert de connaissances et l'extension de la recherche. L'objectif final du programme est d'offrir une opportunité d'accroître la valeur des veaux laitiers. Des webinaires à l'intention des producteurs ont été mis au point et ont reçu un accueil favorable de la part des intervenants. Les clubs d'engraissement de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse ont également produit des résultats bénéfiques pour les producteurs de ces provinces, bien qu'il ait été reconnu qu'il y a beaucoup de travail à faire dans la gestion des données pour s'assurer que les résultats peuvent être analysés.

L'accent continu mis sur le programme Verified Beef Production Plus a aidé le CBM à mobiliser et à éduquer davantage de producteurs dans les Maritimes. Simply Verified Beef, un balado animé par les coordonnateurs de VBP des Maritimes et de la Colombie-Britannique, a continué de rejoindre plus d'auditeurs au cours de la dernière année. Les épisodes de la deuxième saison ont été écoutés près de 600 fois, l'épisode le plus écouté portant sur le transfert de connaissances et de technologies et sur les ressources pour les producteurs. Le nombre d'auditeurs du Canada atlantique a augmenté de 2 % l'année dernière, pour atteindre un total de 15 % de tous les auditeurs. Le CBM a également travaillé à l'élaboration d'une série de profils de producteurs VBP+ afin d'inciter d'autres personnes à obtenir la certification.

Les éleveurs de bovins des Maritimes ont effectué un travail fantastique en s'inscrivant aux places allouées dans le réseau canadien de référence des coûts de production vache-veau au cours des deux premières années et, l'année dernière, les données de ces deux années ont été analysées par CanFax. Le modèle choisi permet de comparer des systèmes de production similaires dans différents pays, et l'analyse permet aux producteurs des Maritimes de prendre des décisions de production qui sont bonnes pour leur exploitation. Le CBM prévoit de continuer à communiquer les résultats de l'analyse au cours de l'année prochaine et, en plus de ça, de continuer à s'engager dans la collecte et l'analyse des données jusqu'en 2028.

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

États financiers non consolidés

31 mars 2023

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil d'administration de l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers non consolidés de l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie (l'« Office »), qui comprennent l'état non consolidé de la situation financière au 31 mars 2023, les états non consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers non consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière non consolidée de l'Office au 31 mars 2023, ainsi que de ses résultats d'exploitation non consolidés et de ses flux de trésorerie non consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Office conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité de l'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Office.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

1. Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
2. Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Office.
3. Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
4. Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Office à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Office à cesser ses activités.
5. Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Calgary (Alberta)

23 juin 2023

MNP LLP

Comptables professionnels agréés

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

État non consolidé de la situation financière

Au 31 mars 2023

	2023	*2022*
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie *(note 3)*	**8 425 455**	9 270 774
Trésorerie grevée d'affectations internes *(note 12)*	**3 364 959**	3 360 165
Débiteurs *(note 4)*	**4 012 861**	5 001 314
Charges payées d'avance et dépôts	**123 280**	550 810
Montant à recevoir d'un apparenté *(note 8)*	**1 129 999**	671 812
	17 056 554	18 854 875
Immobilisations *(note 5)*	**1 224 057**	462 370
Placements *(note 8)*	**100**	100
	18 280 711	19 317 345
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer *(note 6)*	**2 656 195**	3 630 555
Montant à payer à un apparenté *(note 8)*	**1 373 309**	897 769
Produits reportés *(note 7)*	**19 844**	302 304
	4 049 348	4 830 628
Apports en capital reportés *(note 9)*	**–**	203 657
	4 049 348	5 034 285
Éventualités *(note 13)*		
Engagements *(note 10)*		
Renseignements par fonction *(note 16)*		
Actif net		
Non affecté	**8 914 608**	8 971 099
Grevé d'affectations internes *(note 12)*	**4 364 959**	4 360 165
Réserve de consolidation *(note 12)*	**951 796**	951 796
	14 231 363	14 283 060
	18 280 711	19 317 345

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

État non consolidé des résultats

Exercice clos le 31 mars 2023

	2023	*2022*
Produits		
Prélèvements de Bœuf Canada		
Prélèvements sur le bœuf canadien *(note 14)*	**19 586 511**	20 283 325
Prélèvements à l'importation	**1 185 219**	1 065 059
Autres produits	**274 262**	73 864
	21 045 992	21 422 248
Commercialisation		
Gouvernement du Canada – Partenariat canadien pour l'agriculture	**1 714 665**	1 893 871
Amortissement des apports en capital reportés *(note 9)*	**203 657**	106 256
Gouvernement de l'Alberta	**275 577**	120 875
	2 193 899	2 121 002
Total des produits	**23 239 891**	23 543 250
Charges		
Prélèvements de Bœuf Canada		
Comité de commercialisation	**28 348**	8 300
Conseil d'administration	**168 758**	64 613
Activités liées aux prélèvements de Bœuf Canada	**643 420**	610 840
	840 526	683 753
Programmes		
Mobilisation du public et des intervenants	**1 082 464**	893 596
Commercialisation – bœuf générique *(note 15)*	**1 370 223**	1 162 522
Commercialisation – bœuf de marque *(note 15)*	**11 819 948**	11 522 217
Recherche	**4 709 338**	4 862 827
Investissement provincial *(note 14)*	**2 182 165**	2 142 218
Tranche provinciale du prélèvement fédéral	**1 286 924**	1 407 697
	22 451 062	21 991 077
Total des charges	**23 291 588**	22 674 830
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	**(51 697)**	868 420

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

État non consolidé de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2023

	Non affecté	***Grevé d'affectations internes***	***Réserve de consolidation***	***2023***	*2022*
Actif net à l'ouverture de l'exercice	**8 971 099**	**4 360 165**	**951 796**	**14 283 060**	13 414 640
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	**(56 491)**	**4 794**	**–**	**(51 697)**	868 420
Actif net à la clôture de l'exercice	**8 914 608**	**4 364 959**	**951 796**	**14 231 363**	14 283 060

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

État non consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2023

	2023	*2022*
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	**(51 697)**	868 420
Comptabilisation sans effet sur la trésorerie des apports en capital reportés	**(203 657)**	(106 256)
Amortissement	**219 438**	165 358
Perte à la cession d'immobilisations corporelles *(note 5)*	**318 858**	–
	282 942	927 522
Variation des comptes du fonds de roulement		
Débiteurs	**988 453**	(512 901)
Charges payées d'avance et dépôts	**427 530**	(458 979)
Créditeurs et charges à payer	**(974 360)**	647 223
Produits reportés	**(282 460)**	53 577
Montant à recevoir d'un apparenté	**(458 187)**	(339 947)
Montant à payer à un apparenté	**475 540**	322 828
	459 458	639 323
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	**(1 325 392)**	(105 121)
Produit de la cession d'immobilisations *(note 5)*	**25 409**	–
(Augmentation) diminution de la trésorerie	**(840 525)**	534 202
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	**12 630 939**	12 096 737
Trésorerie à la clôture de l'exercice	**11 790 414**	12 630 939
La trésorerie est constituée des éléments suivants :		
Trésorerie non grevée	**8 425 455**	9 270 774
Trésorerie grevée d'affectations internes *(note 12)*	**3 364 959**	3 360 165
	11 790 414	12 630 939

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2023

1. Constitution et nature de l'Office

L'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie (l'« Office ») a été créé le 17 janvier 2002 et est inscrit à titre d'organisation à but non lucratif en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « Loi »), et, à ce titre, est exonéré d'impôts. Afin de demeurer une organisation à but non lucratif enregistrée, l'Office doit respecter certaines exigences de la Loi. La direction est d'avis que ces exigences ont été respectées.

L'Office a pour mission d'offrir une valeur mesurable à l'industrie du bœuf canadien grâce à une gestion prudente et transparente des prélèvements de Bœuf Canada et du prélèvement à l'importation de bœuf. L'Office est financé par l'intermédiaire d'un prélèvement non remboursable initialement fixé à 1,00 $ par tête appliqué aux bovins de boucherie vendus au pays et aux bovins de boucherie, au bœuf et aux produits de bœuf importés au Canada.

Le 18 septembre 2015, une résolution visant à faire passer le prélèvement fédéral de 1,00 $ à 2,50 $ a été votée par les délégués de l'Office. Cette augmentation du prélèvement a été jugée nécessaire pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale du bœuf pour le secteur du bœuf canadien annoncée en 2014. La stratégie vise la promotion d'une action concertée afin de positionner l'industrie bovine canadienne de manière à augmenter son rendement et sa croissance, ainsi qu'à soutenir la production de produits du bœuf de haute qualité.

Au 31 mars 2023, le prélèvement fédéral de 2,50 $ par les huit provinces suivantes a pris effet à la date précisée :

Nouvelle-Écosse : 1er janvier 2017

Île-du-Prince-Édouard : 1er juin 2017

Nouveau-Brunswick : 1er février 2018

Alberta : 1er avril 2018

Saskatchewan : 1er avril 2018

Manitoba : 1er avril 2018

Québec : 1er juin 2018

Colombie-Britannique : 1er juillet 2018

À la date de clôture de l'exercice de l'Office, soit le 31 mars 2023, les prélèvements de Bœuf Canada en vigueur en Ontario correspondaient encore à 1,00 $ par tête. Le prélèvement à l'importation n'avait pas changé non plus et correspondait encore à 1,00 $ par tête ou à l'équivalent.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif figurant à la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables du Canada et faisant partie des principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils comprennent les principales méthodes comptables ci-dessous.

Mode de présentation

L'Office contrôle Institut international du Bœuf canadien (l'« Institut ») en raison de sa capacité à nommer tous les administrateurs. L'Institut est un organisme sans but lucratif et, à ce titre, l'Office a choisi pour méthode comptable de ne pas consolider cette entité.

L'Office contrôle également Institut international du Bœuf canadien inc. (l'« Institut inc. »), car il détient 100 % des actions ordinaires de catégorie A émises. L'Institut inc. est une entité à but lucratif et, à ce titre, l'Office a choisi pour méthode comptable de consolider les entités à but lucratif; toutefois, puisque les activités de l'Institut inc. ne sont pas importantes, les soldes n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers au 31 mars 2023.

L'information financière de chaque entité contrôlée est présentée à la note 8.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

2. Principales méthodes comptables *(suite)*

Conversion des devises

Les montants des opérations libellées en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date des opérations. Les comptes des activités des bureaux de représentation de l'Office situés au Japon, en République populaire de Chine, à Taïwan et au Mexique sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière, et les éléments non monétaires sont convertis aux taux historiques applicables. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice. Les gains et les pertes découlant de ces écarts de conversion sont inclus dans les produits et les charges figurant à l'état des résultats.

Impôts sur le revenu

L'Office est un organisme sans but lucratif inscrit en vertu de la Loi et, à ce titre, est exonéré d'impôts.

Immobilisations

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport et majorés des coûts directement attribuables à l'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à des taux visant à amortir le coût des immobilisations sur leur durée de vie utile estimative.

Matériel informatique	3 ans
Logiciels	3 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Matériel de bureau	10 ans
Matériel de cuisine et appareils électroménagers	5 ans
Site Web et logo	5 ans

Comptabilisation des produits

L'Office utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les produits tirés des prélèvements (sur les bovins de boucherie) reçus des éleveurs de bovins de boucherie par l'intermédiaire d'organisations de vente et de livraison de bovins de boucherie ne sont pas affectés et sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les ventes de bovins de boucherie ont lieu et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les prélèvements à l'importation reçus des importateurs de bovins de boucherie par l'intermédiaire de l'achat de bovins de boucherie ne sont pas grevés d'une affectation et sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les ventes de bovins de boucherie ont lieu et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les subventions du gouvernement sont comptabilisées à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées et lorsque leur réception est raisonnable assurée. Les produits reportés sont comptabilisés à la réception des fonds des subventions eu égard aux charges des périodes futures. Les produits reportés seront comptabilisés lorsque la prestation a lieu.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés à titre de produits dans l'exercice où ils sont gagnés.

Au cours de l'exercice, l'Office a commencé à percevoir des droits sur les importations de porcs pour le compte de l'Office canadien de promotion et de recherche pour le porc. L'Office comptabilise les frais d'administration liés aux recouvrements en tant que produits. Les prélèvements à verser à l'Office ou à l'Office canadien de promotion et de recherche pour le porc sont comptabilisés respectivement dans les débiteurs et les créditeurs, et non dans les produits et les charges de l'Office.

Apports reportés liés aux immobilisations

Les apports reportés liés aux immobilisations correspondent à la tranche non amortie des apports d'immobilisations et des apports grevés d'une affectation utilisée pour financer la mise en place du Centre d'excellence du bœuf canadien. La comptabilisation de ces apports à titre de produits est reportée jusqu'au moment où les immobilisations connexes sont amorties, après quoi les apports sont comptabilisés à titre de revenu sur la durée de vie utile des actifs.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

2. Principales méthodes comptables *(suite)*

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur les actifs et passifs éventuels présentés à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges comptabilisés pendant l'exercice visé par les états financiers. Les estimations importantes de la direction ont trait à la durée de vie utile estimative des immobilisations, au montant net du recouvrement des débiteurs et au montant des prélèvements comptabilisés sur les bovins de boucherie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Ces estimations et hypothèses sont examinées périodiquement et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont présentés dans l'état des résultats des exercices pendant lesquels ils se produisent.

Par nature, ces jugements sont assujettis à une incertitude relative à la mesure, et l'incidence de changements à ces estimations et hypothèses sur les états financiers pourrait être significative pour les exercices à venir. Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont présentés dans l'excédent des produits sur les charges de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Ventilation des charges

L'Office applique le chapitre 4470 du Manuel de CPA Canada, qui présente les normes de présentation de l'information pour les organismes sans but lucratif qui classent leurs charges par fonction et ventilent les charges entre les différentes fonctions auxquelles elles se rattachent.

La ventilation est établie en fonction des soumissions provenant des associations provinciales de bovins de boucherie, lesquelles déterminent le pourcentage des produits générés dans leur province qui sont attribués à chaque fonction.

Instruments financiers

L'Office comptabilise ses instruments financiers lorsqu'il devient partie à leurs dispositions contractuelles.

Instruments financiers contractés dans des conditions de pleine concurrence

Les instruments financiers créés, acquis, émis ou pris en charge dans une opération conclue dans des conditions de pleine concurrence (les « instruments financiers contractés dans des conditions de pleine concurrence ») sont initialement comptabilisés à leur juste valeur.

Au moment de la comptabilisation initiale, l'Office peut faire le choix irrévocable d'évaluer ultérieurement à la juste valeur tout instrument financier contracté dans des conditions de pleine concurrence. L'Office n'a pas fait ce choix au cours de l'exercice.

Les placements dans des instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif sont évalués ultérieurement au coût diminué de la dépréciation. Tous les autres actifs financiers et passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti.

Les coûts d'opération et de financement directement attribuables à la création, à l'acquisition, à l'émission ou à la prise en charge d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont immédiatement comptabilisés dans le résultat net. Autrement, les coûts d'opération et de financement sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement au coût ou au coût amorti.

Instruments financiers contractés entre apparentés

L'Office évalue initialement à la juste valeur les instruments financiers créés, acquis, émis ou pris en charge dans une opération entre apparentés (les « instruments financiers contractés entre apparentés »). Lorsque l'instrument financier contracté entre apparentés est assorti de modalités de remboursement, le coût est déterminé au moyen des flux de trésorerie non actualisés, compte non tenu des paiements d'intérêts et de dividendes ainsi que des paiements variables et conditionnels, et déduction faite des pertes de valeur déjà comptabilisées par le cédant. Lorsque l'instrument financier contracté entre apparentés n'est pas assorti de modalités de remboursement, mais que la contrepartie transférée en est assortie, le coût est déterminé selon les modalités de remboursement de cette dernière. Lorsque ni l'instrument financier contracté entre apparentés ni la contrepartie transférée ne sont assortis de modalités de remboursement, le coût correspond à la valeur comptable ou à la valeur d'échange de la contrepartie transférée ou reçue (voir la note 8).

Les instruments financiers qui ont été initialement évalués au coût sont évalués ultérieurement au moyen de la méthode du coût, après diminution pour tenir compte de la dépréciation.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

2. Principales méthodes comptables *(suite)*

L'Office évalue par la suite à la juste valeur ses placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif et tous les instruments dérivés, à l'exception de ceux qui sont désignés dans des relations de couverture admissibles ou qui sont liés à des instruments de capitaux propres non cotés d'une autre entité, et qui doivent être réglés par la remise de tels instruments. Les placements dans des instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif et les dérivés qui sont liés à des instruments de capitaux propres non cotés d'une autre entité, et qui doivent être réglés par la remise de tels instruments, sont évalués par la suite au coût diminué de toute perte de valeur. À l'exception des passifs financiers indexés sur un indicateur de la performance de l'Office ou la valeur de ses capitaux propres et les instruments désignés à la juste valeur, tous les actifs financiers et passifs financiers sont évalués par la suite au coût amorti.

Les coûts d'opération et de financement directement attribuables à la création, à l'acquisition, à l'émission ou à la prise en charge d'instruments financiers contractés entre apparentés sont immédiatement comptabilisés dans le résultat net.

Dépréciation d'actifs financiers

L'Office évalue la dépréciation de tous ses actifs financiers évalués au coût ou au coût amorti. Il regroupe les actifs pour les tests de dépréciation, notamment lorsqu'il ne dispose pas d'informations suffisantes pour identifier chaque actif financier du groupe qui s'est déprécié individuellement. Pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, la direction détermine si l'émetteur éprouve d'importantes difficultés financières, ou s'il y a eu manquement à un contrat, comme un défaut ou un retard de paiement des intérêts ou du capital. Lorsqu'il y a indication d'une dépréciation, l'Office doit déterminer s'il y a eu, au cours de la période, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs. Le cas échéant, l'Office ramène la valeur comptable des actifs financiers dépréciés au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de la détention des actifs, le prix que la Société pourrait tirer de la vente des actifs ou la valeur de réalisation qu'elle s'attend à obtenir de tout bien donné en garantie des actifs. Toute dépréciation jugée durable est incluse dans l'excédent des produits sur les charges de l'exercice considéré.

L'Office procède à la reprise des pertes de valeurs d'actifs financiers lorsqu'il y a diminution de la dépréciation et que cette diminution peut être objectivement liée à un événement se produisant après la comptabilisation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé à titre d'excédent dans l'exercice où la reprise a lieu.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les soldes bancaires portant intérêt qui sont détenus auprès d'institutions financières reconnues.

4. Débiteurs

	2023	*202*
Prélèvements	**2 900 923**	3 617 05
Prélèvements à l'importation	**182 673**	168 17
Prêt aux éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick	**15 150**	23 18
Autres	**10 135**	15 44
Gouvernement du Canada – Partenariat canadien pour l'agriculture	**903 980**	1 177 44
	4 012 861	5 001 31

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

5. Immobilisations

	Coût	*Amortissement cumulé*	***2023 Valeur comptable nette***	*2022 Valeur comptable nette*
Matériel informatique	**9 486**	**6 115**	**3 371**	2 230
Logiciels	**146 894**	**109 143**	**37 751**	21 395
Mobilier et agencements	**184 152**	**177 825**	**6 327**	10 231
Améliorations locatives	**918 745**	**120 366**	**798 379**	419 817
Matériel de bureau	**478 729**	**103 500**	**375 229**	6 997
Matériel de cuisine et appareils électroménagers	**77 913**	**76 129**	**1 784**	1 700
Site Web et logo	**47 122**	**45 906**	**1 216**	–
	1 863 041	**638 984**	**1 224 057**	462 370

Un amortissement de 219 438 $ (165 358 $ en 2022) est compris dans les activités de prélèvement de Bœuf Canada et les charges liées au programme de commercialisation présentées pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

Au cours de l'exercice, des actifs de 25 409 $ (0 $ en 2022) ont été cédés, ce qui s'est traduit par une perte de 318 858 $ (0 $ en 2022).

6. Créditeurs et charges à payer

	2023	*202*
Transferts des prélèvements	**1 157 356**	1 488 899
Dettes fournisseurs	**1 141 596**	1 560 590
Sommes à remettre à l'État	**17 652**	(111 543
Charges à payer	**339 591**	692 609
	2 656 195	3 630 555

7. Produits reportés

Les variations des produits reportés au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	2023	*202*
Solde à l'ouverture de l'exercice	**302 304**	248 727
Montant reçu au cours de l'exercice	**–**	174 455
Moins : Montant comptabilisé dans les produits de l'exercice	**(282 460)**	(120 878
Solde à la clôture de l'exercice	**19 844**	302 304

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

8. Opérations entre apparentés

a) Association canadienne des éleveurs de bovins :

L'Association canadienne des éleveurs de bovins est un apparenté du fait que des administrateurs siègent au conseil d'administration de l'Office. Au cours de l'exercice, l'Office a engagé des charges de 5 594 $ (6 984 $ en 2022) au titre des services contractuels et de 0 $ (0 $ en 2022) au titre d'autres charges déterminées par le conseil d'administration sur une base annuelle.

b) Institut international du Bœuf canadien :

La Fédération canadienne pour l'exportation du bœuf (la « Fédération ») a été créée le 16 novembre 1989 sous le régime de la *Societies Act* de la province de l'Alberta afin de faire la promotion de la demande des produits du bœuf canadien sur le marché international. Le 1er juillet 2011, la majorité des activités de la Fédération ont été transférées à l'Office, et la Fédération est demeurée active afin de s'acquitter de son obligation restante et du fait qu'elle est une entité connue dans de nombreux marchés étrangers sur lesquels elle exerçait ses activités. Le 18 janvier 2012, la Fédération a changé son nom pour Institut international du Bœuf canadien (l'« Institut »). L'Institut est inscrit à titre d'organisme sans but lucratif en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « Loi ») et, à ce titre, est exonéré d'impôt.

Au cours de l'exercice, l'Office a engagé des dépenses devant lui être remboursées par l'Institut afin de mener des activités dans certains territoires étrangers. Au 31 mars 2023, un montant de 1 129 999 $ était à recevoir de l'Institut à titre de remboursement (671 812 $ en 2022). Cette somme ne porte pas intérêt, est remboursable à vue, n'est pas garantie et n'est assortie d'aucune modalité de remboursement fixe.

Afin de demeurer un organisme sans but lucratif en vertu de la Loi, l'Institut doit respecter certaines exigences de la Loi. La direction est d'avis que ces exigences ont été respectées.

L'Office exerce un contrôle sur l'Institut de par sa capacité à nommer tous les administrateurs de celui-ci.

Les comptes de l'Institut n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers. L'information financière de l'Institut au 31 mars 2023 est résumée ci-après.

	2023	*202*
Total de l'actif	**1 655 561**	1 200 130
Total du passif	**1 132 499**	674 312
Total de l'actif net	**523 062**	525 818
Total du passif et de l'actif net	**1 655 561**	1 200 130
Total des charges	**2 756**	3 025
Insuffisance des produits sur les charges	**2 756**	3 025
Diminution de la trésorerie	**(22 795)**	(9 229

8. Opérations entre apparentés *(suite)*

c) Institut international du Bœuf canadien inc.

La Fédération canadienne pour l'exportation du bœuf inc. (la « Société ») a été constituée en société le 13 janvier 1997 sous le régime de la *Business Corporations Act* de la province de l'Alberta afin de faire la promotion de la demande des produits du bœuf canadien à Taïwan. Le 1er juillet 2011, la majorité des activités de la Société ont été transférées à l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie, et la Société est demeurée active afin de s'acquitter de son obligation restante et du fait qu'elle est une entité connue à Taïwan.

Le 1er septembre 2011, les actions de la Société ont été transférées de l'Institut international du Bœuf canadien inc. à l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie.

Le 28 février 2012, la Société a changé son nom pour Institut international du Bœuf canadien inc. (l'« Institut inc. »).

Au 31 mars 2023, un montant de 1 373 309 $ (897 769 $ en 2022) était payable à l'Institut inc. à titre de remboursement. Cette somme ne porte pas intérêt, est remboursable à vue, n'est pas garantie et n'est assortie d'aucune modalité de remboursement fixe.

L'Office exerce un contrôle sur l'Institut inc. de par sa capacité à nommer tous les administrateurs de ce dernier et son actionnariat de 100 %.

Les comptes de l'Institut inc. n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers. L'information financière de l'Institut au 31 mars 2023 est résumée ci-après.

Total de l'actif	**1 373 314**	897 844
Total du passif	**1 376 819**	898 593
Total du déficit	**(3 605)**	(849
Total du capital-actions	**100**	100
Total du passif et des résultats non distribués	**1 373 314**	897 844
Total des charges	**(2 756)**	(2 840
Insuffisance des produits sur les charges	**(2 756)**	(2 840
Diminution de la trésorerie	**(70)**	(25

Les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à leur montant d'échange, soit le montant de la contrepartie établie et convenue entre les apparentés.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

9. Apports reportés liés aux immobilisations

Au cours des exercices précédents, l'Office a reçu des fonds de Diversification de l'économie de l'Ouest pour la construction et l'exploitation du Centre d'excellence du bœuf canadien (le « Centre »), lequel a entrepris ses activités au printemps 2015. Le total des fonds engagés dans ce projet s'est chiffré à 1 231 278 $, dont une tranche de 827 771 $ a été affectée à l'amélioration des immobilisations et une tranche de 403 507 $ à l'achat de matériel. Une tranche de 203 657 $ (106 256 $ en 2022) du montant reporté a été comptabilisée en tant que produits durant l'exercice considéré.

Les apports reportés comprennent les apports non amortis reçus pour l'achat d'immobilisations. La comptabilisation de ces montants à titre de produits est reportée aux périodes où les immobilisations connexes sont amorties. Les variations du solde d'apports reportés se présentent comme suit :

	2023	*202*
Solde à l'ouverture de l'exercice	**203 657**	309 913
Moins : Montants comptabilisés dans les produits de l'exercice	**(203 657)**	(106 256
	–	203 657

10. Engagements

L'Office a conclu divers contrats de location prévoyant les paiements annuels minimaux estimatifs suivants :

2024	233 142
2025	179 648
2026	169 570
2027	114 244
2028	113 180
	809 784

Les entités contrôlées par l'Office ont conclu divers contrats de location pour lesquels l'Office avancera des fonds. Les paiements minimums annuels estimatifs aux termes de ces contrats se détaillent comme suit :

Institut international du Bœuf canadien :

2024	100 292
2025	64 339
2026	54 261
	218 892

des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

11. Instruments financiers

Dans le cadre de ses activités, l'Office détient un certain nombre d'instruments financiers. La direction est d'avis que l'Office n'est pas exposé à des risques importants de taux d'intérêt, de change, de crédit, d'illiquidité ou de prix autre découlant de ces instruments financiers, à moins d'indication contraire.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs provenant d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux de change. L'Office conclut diverses opérations libellées en devises pour lesquelles les produits, les charges, les débiteurs et les créditeurs connexes sont assujettis à la variation des taux de change. Au 31 mars 2023, les éléments suivants étaient libellés en devises :

	2023	*202*
	$ CA	*$ C*
Trésorerie	**46 628**	81 24
Débiteurs	**104 856**	91 48
Créditeurs	**195 519**	377 81

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations réglementaires et entraîne de ce fait une perte financière. L'Office tire la plupart de ses produits et de ses débiteurs des prélèvements auprès d'associations actives dans le secteur des bovins de boucherie et des prélèvements à l'importation de bœuf.

L'Office est exposé au risque de crédit en lien avec ces débiteurs dans la mesure où les importateurs pourraient ne pas être en mesure de respecter leurs obligations de paiement de prélèvements à l'importation de bovins de boucherie, de bœuf ou de produits du bœuf. L'Office évalue les débiteurs de façon continue et constitue une provision pour créances douteuses à l'égard de tous les montants qui ne sont pas recouvrables.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité désigne le risque que l'Office ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements liés aux passifs financiers. L'Office gère le risque d'illiquidité en effectuant un suivi de ses besoins de fonctionnement. Il prépare des prévisions budgétaires et de trésorerie et effectue un suivi du financement des subventions afin de disposer de fonds suffisants pour remplir ses obligations.

12. Actif net grevé d'une affectation

a) Trésorerie et actif net grevés d'affectations internes

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, le conseil d'administration de l'Office (voir la note 18) a grevé d'affectations internes une réserve de trésorerie de 3 000 000 $ (3 000 000 $ en 2022) advenant toute dissolution future. En outre, un montant de 1 000 000 $ (1 000 000 $ en 2022) est détenu aux fins de la commercialisation et l'Office détient un montant de 364 959 $ (360 165 $ en 2022) (voir la note 18) à titre d'actif net affecté, ce qui se traduit par un actif net affecté totalisant 4 364 959 $ (4 360 165 $ en 2022).

b) Transferts de la réserve de consolidation

Le 1er juillet 2011, l'Office a consolidé ses activités avec celles du Centre d'information sur le bœuf (le « CIB ») et de la Fédération (désormais, l'Institut). Conformément à la convention de consolidation intervenue entre l'Association canadienne des éleveurs de bovins et l'Office, la somme de 5 051 796 $ a été transférée du CIB et de l'Institut à l'Office à titre de montant résiduel après règlement des obligations.

13. Éventualités

Dans le cours normal des activités, d'autres réclamations sont intentées par ou contre l'Office. Ces réclamations comportent bon nombre d'incertitudes, et l'issue de chaque question est impossible à prévoir avec assurance. De l'avis de la direction, l'issue de ces réclamations n'aura aucune incidence significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de l'Office.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

14. Perceptions et distributions des prélèvements de Bœuf Canada

Les frais administratifs de l'Office sont calculés en fonction du budget autorisé par le conseil d'administration pour chaque exercice. Ils sont déduits des prélèvements de Bœuf Canada remis par les associations provinciales de bovins de boucherie et des prélèvements à l'importation.

	2023	*202*
Perceptions		
Cattle Industry Development Council (Colombie-Britannique)	**764 852**	786 209
Alberta Beef Producers	**10 367 061**	10 614 715
Saskatchewan Cattlemen's Association	**3 950 678**	4 428 503
Association des éleveurs de bétail du Manitoba	**1 594 595**	1 569 474
Beef Farmers of Ontario	**928 461**	883 547
Les Producteurs de bovins du Québec	**1 623 296**	1 658 190
Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick	**62 297**	50 021
Nova Scotia Cattle Producers	**65 768**	88 719
Prince Edward Island Cattle Producers	**71 518**	55 842
Ontario Veal	**157 985**	148 105
Total des perceptions	**19 586 511**	20 283 325
Moins : Frais administratifs de l'Office	**(801 816)**	(914 102
	18 784 695	19 369 223
Distributions		
Association des éleveurs de bétail du Manitoba	**90 636**	87 814
Beef Farmers of Ontario	**434 881**	411 335
Les Producteurs de bovins du Québec	**1 401 056**	1 445 358
Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick	**40 185**	19 630
Nova Scotia Cattle Producers	**43 485**	23 342
Prince Edward Island Cattle Producers	**23 061**	16 487
Ontario Veal	**148 861**	138 252
	2 182 165	2 142 218

Ces montants correspondent à la tranche des prélèvements de Bœuf Canada ayant été remis aux associations provinciales de bovins de boucherie en fonction des pourcentages d'attribution des prélèvements de Bœuf Canada.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

15. Activités de commercialisation (fonctionnement et programmes de développement des marchés)

	2023	*202*
Développement des marchés – Amérique du Nord		
Développement du marché canadien	**4 240 080**	4 273 95
Développements des marchés – marchés mondiaux		
Chine	**264 246**	622 59
Marchés émergents	**171 619**	205 89
Japon	**814 882**	737 79
Corée	**341 087**	149 85
Asie du Sud-Est	**330 314**	202 38
Amérique latine	**725 365**	373 02
Marchés mondiaux	**1 316 120**	1 728 95
Centre d'excellence du bœuf canadien	**219 222**	396 58
	4 182 855	4 417 09
Total des activités de commercialisation – programmes de développement des marchés	**8 422 935**	8 691 04
Fonctionnement (Canada)		
Amortissement	**210 429**	150 87
Frais bancaires et intérêts	**10 007**	8 30
Entretien du matériel informatique et fournitures	**55 434**	109 08
Honoraires pour services de consultation, services juridiques et services d'audit	**41 134**	-
Licences et abonnements	**22 098**	20 15
Frais de bureau et de réunion	**81 992**	63 97
Recrutement et formation	**25 431**	6 81
Loyer et paiements en vertu de baux	**314 120**	373 96
Salaires et avantages	**2 554 490**	2 191 77
Commandites et dons	**206**	10
Frais de déplacement et assurances	**147 697**	60 82
Services publics	**33 254**	33 52
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	**318 858**	-
	3 815 150	3 019 40

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

15. Perceptions et distributions des prélèvements de Bœuf Canada *(suite)*

	2023	*202*
Fonctionnement (à l'étranger)		
Amortissement	**7 565**	13 529
Frais bancaires et intérêts	**3 030**	3 528
Entretien du matériel informatique et fournitures	**11 364**	10 511
Honoraires pour services de consultation, services juridiques et services d'audit	**69 506**	78 600
Perte de change	**(5 062)**	5 116
Licences et abonnements	**11 306**	13 415
Frais de bureau et de réunion	**67 051**	47 822
Loyer et paiements en vertu de baux	**171 002**	187 188
Salaires et avantages	**674 641**	689 791
Frais de déplacement et assurances	**5 012**	2 395
Services publics	**16 485**	19 380
Recouvrement de la taxe à la consommation	**(79 814)**	(96 987
	952 086	974 288
Total des activités de commercialisation – fonctionnement	**4 767 236**	3 993 691
Total des activités de commercialisation – fonctionnement et programmes de développement des marchés	**13 190 171**	12 684 739
Répartition des fonds		
Commercialisation – bœuf générique	**1 370 223**	1 162 522
Commercialisation – bœuf de marque	**11 819 948**	11 522 217
	13 190 171	12 684 739

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

16. Renseignements par fonction

L'Office a choisi de présenter les informations sur les principales fonctions séparément à l'intention des lecteurs.

a) Commercialisation

Le comité de commercialisation est responsable de la planification et de l'établissement de la stratégie commerciale et des objectifs d'affaires et opérationnels, ainsi que des objectifs pour la gestion globale des activités commerciales et des activités liées à la commercialisation. L'Office transfère des fonds à Bœuf Canada afin de mener à bien les programmes de commercialisation et les activités de mobilisation du public et des intervenants. Ces transactions sont fondées sur le pourcentage d'attribution des prélèvements remis par les associations provinciales de bovins de boucherie et d'investissement des prélèvements à l'importation. L'Office et Bœuf Canada se partagent également les coûts liés aux dépenses d'affaires, les frais de bureau et les frais du conseil d'administration, et les transactions requises entre les deux parties en ce qui a trait à ces éléments correspondent aux transferts entre les fonctions.

b) Office

L'Office a pour mission de promouvoir la commercialisation et la production des bovins de boucherie, du bœuf et de ses produits du bœuf aux fins du commerce interprovincial, de l'exportation et de l'importation, ainsi que de mener et de promouvoir des activités de recherche liées à ces produits agricoles. L'Office conclut des contrats avec des fournisseurs de services externes pour effectuer le travail et atteindre ces objectifs. Conformément aux statuts de l'Office, le rôle et les responsabilités du comité de la commercialisation sont définis comme s'il était un fournisseur de services interne, menant ses activités en tant que Bœuf Canada (ci-après, la « commercialisation » ou « Bœuf Canada »). Il incombe à l'Office de surveiller les objectifs d'affaires des fournisseurs de services, de gérer et d'administrer les produits générés par les prélèvements et les prélèvements à l'importation, et de s'assurer que l'Office et les fournisseurs de services observent les règlements, les statuts et les politiques.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

16. Renseignements par fonction (suite)

État de la situation financière

	Commercialisation	Transferts[i)]	Office	Transferts[i)]	2023
Actif					
Actif à court terme					
Trésorerie	7 413 543 $	– $	1 011 912 $	– $	8 425 455 $
Trésorerie grevée d'affectations	3 000 000	(3 000 000)	3 364 959	–	3 364 959
Débiteurs	2 744 291	(1 840 170)	3 127 697	(18 957)	4 012 861
Charges payées d'avance et dépôts	120 008	–	3 272	–	123 280
Montant à recevoir d'un apparenté	1 251 378	(121 379)	–	–	1 129 999
	14 529 220 $	(4 961 549)	7 507 840	(18 957)	17 056 554
Immobilisations (note 5)	1 220 686	–	3 371	–	1 224 057
Placement (note 2 a))	100	–	–	–	100
	15 750 006 $	(4 961 549) $	7 511 211 $	(18 957) $	18 280 711 $
Passif et actif net					
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 365 960 $	(18 957) $	3 149 362 $	(1 840 170) $	2 656 195 $
Trésorerie grevée d'affectations	–	–	3 000 000	(3 000 000)	–
Montant à payer à un apparenté	1 373 309	–	121 379	(121 379)	1 373 309
Produits reportés	19 844	–	–	–	19 844
	2 759 113 $	(18 957)	6 270 741	(4 961 549)	4 049 348
Actif net					
Non affecté	8 039 097	–	875 511	–	8 914 608
Grevé d'affectations internes	4 000 000	–	364 959	–	4 364 959
Réserve de consolidation	951 796	–	–	–	951 796
	12 990 893	–	1 240 470	–	14 231 363
	15 750 006 $	(18 957) $	7 511 211 $	(4 961 549) $	18 280 711 $

i) Les transferts correspondent aux ajustements requis pour éliminer les transactions entre les fonctions. Pour connaître les responsabilités qui relèvent de chaque fonction, consultez les notes 16 a) et b).

ii) Pour obtenir les informations comparatives, reportez-vous à l'état non consolidé de la situation financière.

et de promotion des bovins de boucherie
Notes afférentes aux états financiers non consolidés
Exercice clos le 31 mars 2023

6. Renseignements par fonction *(suite)*

État des résultats

	Commercialisation	Transferts[i)]	Office	Transferts[i)]	2023
Produits					
Prélèvements de Bœuf Canada					
Prélèvements sur le bœuf canadien	– $	– $	19 586 511 $	– $	19 586 511 $
Transferts provenant de l'Office					
Commercialisation	9 648 412	(9 648 412)	–	–	–
Mobilisation du public et des intervenants	248 920	(248 920)	–	–	–
Prélèvements à l'importation	1 127 288	(1 127 288)	57 931	1 127 288	1 185 219
Autres produits	171 592	–	102 670	–	274 262
	11 196 212	(11 024 620)	19 747 112	1 127 288	21 045 992
Gouvernement du Canada – Partenariat	1 714 665	–	–	–	1 714 665
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	203 657	–	–	–	203 657
Gouvernement de l'Alberta – Programme de développement des marchés d'exportation	275 577	–	–	–	275 577
	2 193 899	–	–	–	2 193 899
	13 390 111	(11 024 620)	19 747 112	1 127 288	23 239 891
Charges					
Prélèvements de Bœuf Canada					
Comité de commercialisation	28 348	–	–	–	28 348
Conseil d'administration	–	–	168 758	–	168 758
Activités liées aux prélèvements de Bœuf Canada	–	–	643 420	–	643 420
	28 348	–	812 178	–	840 526
Programmes					
Mobilisation du public et des intervenants	335 704	–	995 680	(248 920)	1 082 464
Transferts à la commercialisation	–	–	9 648 412	(9 648 412)	–
Commercialisation					
Bœuf générique	1 370 223	–	–	–	1 370 223
Bœuf de marque	11 819 948	–	–	–	11 819 948
Recherche	–	–	4 709 338	–	4 709 338
Investissement de la province	–	–	2 182 165	–	2 182 165
Tranche provinciale du prélèvement fédéral	–	–	1 286 924	–	1 286 924
	13 525 875	–	18 822 519	(9 897 332)	22 451 062
	13 554 223	–	19 634 697	(9 897 332)	23 291 588
(164 112 $)	(11 024 620) $	112 415 $	11 024 620 $		(51 697 $)

i) Les transferts correspondent aux ajustements requis pour éliminer les transactions entre les fonctions. Pour connaître les responsabilités qui relèvent de chaque fonction, consultez les notes 16 a) et b).

ii) Pour obtenir les informations comparatives, reportez-vous à l'état non consolidé des résultats.

Suite 146, 6715 – 8th Street NE
Calgary, AB, Canada T2E 7H7
Tél: (403) 736-2157